



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

**L'ETAT IMPOSE LA MISERE,
LES SYNDICATS ORGANISENT LA DIVISION**

LA REPONSE OUVRIERE DOIT ETRE MASSIVE ET UNIFIEE

■ De quatrième puissance industrielle, la France pourrait régresser au sixième rang derrière l'Italie et la Grande-Bretagne. Voilà ce qui ressort du rapport du Sénat aujourd'hui. Aucune des prévisions économiques effectuées afin de simplement conserver son rang sur le marché mondial n'a pu être tenue. Toutes doivent être révisées en baisse : exportations, investissements, taux de croissance.

En ce milieu d'année, un constat s'impose : le capital français est en nette perte de concurrence vis-à-vis de ses partenaires européens notamment, eux-mêmes en déclin. Cela signifie que toutes les mesures prises par le gouvernement et l'Etat français pour tenter de maintenir la machine à flot n'ont pu enrayer la régression continue de l'appareil productif.

Ainsi, ce que tous les ouvriers ont déjà payé en licenciements, en restrictions de toutes sortes (salaires, allocations, biens de consommation devenant inaccessibles du fait de la "libération des prix"), tout cela est d'ores et déjà insuffisant.

Ces attaques percutantes ne cessent de pleuvoir sur le dos des ouvriers par leur mise en chômage continue et massive. Leur survie même est menacée à travers la remise en cause de la Sécurité sociale. Mais malgré cela, le rapport du Sénat a le culot d'affirmer : "La France vit au dessus de ses moyens économiquement et socialement". Voilà la garantie absolue que ces attaques vont non seulement s'élargir, mais s'amplifier encore dans les prochains mois. Pas question d'attendre l'année prochaine, période électorale oblige, pour tenter de rattraper le retard, c'est dès aujourd'hui que l'essentiel des coups doit être porté.

Tous les ouvriers savent que traditionnellement la bourgeoisie profite des congés d'été pour faire passer ses mesures anti-ouvrières. Or, aujourd'hui, c'est à un niveau supérieur que cette période de dispersion des rangs ouvriers va être exploitée.

La lutte des cheminots en décembre dernier, même si elle a été défaite, et malgré les tentatives bourgeoises pour en dissimuler l'importance, reste bien vivante dans les rangs ouvriers. Loin d'avoir entamé la volonté des ouvriers d'entrer en lutte, loin d'avoir amoindri leur combativité, elle constitue au contraire un ferment pour les combats à venir. Elle demeure un puissant encouragement à mener le combat, à le prendre en charge et le contrôler. En ce sens, plus rien ne peut être comme avant.

Alors que dans les années passées, la bourgeoisie pouvait encore profiter sans trop d'encombre de la période estivale pour appliquer ses attaques, elle se trouve aujourd'hui face à une classe ouvrière de moins en moins disposée à se laisser piéger par les manoeuvres syndicales, et de plus en plus animée d'une volonté générale de lutte.

-C'est à cause de cela que se déchaîne actuellement une multitude de campagnes idéologiques. La psychose du SIDA et l'Etat soucieux de notre santé? Il y a long-

temps que le capitalisme détruit en masse des vies humaines, que le travail salarié tue et handicape, tandis qu'aujourd'hui on prive les ouvriers du simple droit de se soigner.

Le Pen qui ressurgit épisodiquement ou le procès de Barbie, venant revaloriser la justice et la démocratie? C'est quotidiennement que les ouvriers sont mis à l'épreuve de la "justice" bourgeoise : brimades, licenciements, expulsions...

Leur seule fonction est de faire écran, d'occuper les esprits, de gagner du temps pour arriver sans trop d'encombres aux échéances que le gouvernement se fixe.

-C'est surtout à cause de cela que dans les usines, sur les lieux de travail, dans la rue, partout, les syndicats et les gauchistes investissent massivement le terrain de la lutte ouvrière, afin de tenter d'empêcher les ouvriers de s'engager dans la voie de luttes massives et unies.

En permanence ils sollicitent les travailleurs dans des actions bidons, des grèves tournantes, car il faut, dit la CGT "riposter immédiatement". On les voit reprendre à leur compte pour prévenir la mobilisation ouverte et massive des ouvriers, des thèmes aussi sensibles et présents que la sécurité sociale ou le chômage pour multiplier les journées d'action (14 mai, 22 mai, voir article dans ce numéro).

Quand des conflits commencent à s'amorcer -instits, hospitaliers, les gauchistes, "Lutte ouvrière" en tête, se précipitent dans l'auto-proclamation de comités de grève bidons dans le seul but de prévenir la volonté des grévistes de prendre en charge la direction et l'organisation de la lutte, de les désarmer, d'enliser les conflits dans le corporatisme.

Ainsi la bourgeoisie met toutes ses forces dans la balance pour tenter de passer sans trop de remous dans la classe ouvrière, les quelques semaines qui restent d'ici la période des congés d'été, période où elle est prête à porter de nouvelles attaques massives d'envergure.

Ouvriers, face à cette situation où l'Etat ne nous réserve à court terme que restrictions nouvelles ou, plus important encore, licenciements en masse, il n'y a pas d'autre choix que de riposter de façon massive et unie.

Aujourd'hui le ras le bol des actions qui ne mènent à rien derrière les syndicats s'amplifie. Ce ne sont pas seulement quelques ouvriers qui éprouvent le besoin d'agir sans eux, mais bien une majorité croissante de travailleurs face à des attaques de plus en plus massives et frontales.

La lutte des cheminots en décembre dernier a confirmé la nécessité et la possibilité de déclarer le combat en dehors et malgré les syndicats.

Les cheminots ont également montré la possibilité pratique d'élargir rapidement la lutte en étendant celle-ci à tout le secteur en 24 heures.

Aujourd'hui, les conditions sont réunies pour mener une lutte massive et unitaire : aucun secteur n'est épargné par les attaques bourgeoises. Les revendications portent sur les mêmes questions partout : salaires, licenciements, chômage, conditions de travail, autour desquelles il faut se regrouper.

Aujourd'hui, une nécessité s'impose pour faire front efficacement à l'Etat : unifier les luttes au delà de l'usine, de la corporation, de la catégorie.

La bourgeoisie développe ses manoeuvres contre les ouvriers et prépare contre eux une série d'attaques d'envergure sans précédents.

La classe ouvrière a les moyens de s'y opposer. Aujourd'hui, la nécessité et la possibilité de prendre en charge la direction et le contrôle des luttes est ouverte :

-à travers des assemblées générales souveraines ouvertes à tous, ouvriers quelle que soit leur usine, chômeurs. Elles seules décident collectivement des actions à mener, notamment leurs propres délégués révocables, se fixent pour objectif d'étendre la lutte.

-à travers la création de comités de grève réellement issus des AG et non auto-proclamés par les officines gauchistes. Non pas pour remplacer les syndicats mais pour agir et défendre réellement les ouvriers et sous leur contrôle permanent. Non pas extérieurs à eux, mais exécuteurs de la volonté et des décisions de la majorité des ouvriers. Non pas enfermés "sur l'usine", la catégorie, la corporation, mais au contraire mandatés pour élargir et unifier la lutte.

De plus en plus, les ouvriers sont amenés à sortir de l'usine et gagner la rue pour unifier les foyers de lutte. Ainsi ils se donneront les moyens de faire reculer la bourgeoisie.

C'est sur ces bases essentielles que les prochains combats ouvriers devront s'appuyer pour se renforcer et opposer un front efficace à l'Etat bourgeois.

M.O.

SOMMAIRE

FRANCE :

- . Chômage, baisse du niveau de vie..... p. 2
- . Procès Barbie..... p. 2
- . Lutte contre le chômage..... p. 3
- . Manoeuvres syndicales..... p. 3
- . Gauchistes : le "radicalisme" de L.O. contre les luttes ouvrières..... p. 3

LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE :

- . Espagne..... p. 4
- . RFA, Mexique..... p. 5

CRISE ECONOMIQUE :

- . Récession mondiale, crise financière, guerre commerciale..... p. 4

MOUVEMENT OUVRIER :

- . Mai 37 en Espagne : l'extrême-gauche du capital mène les ouvriers à la guerre..... p. 6

FLAMBEE DU CHOMAGE, BAISSSE DU NIVEAU DE VIE L'ETAT BOURGEOIS A L'ATTAQUE

■ Face à l'exacerbation de la concurrence internationale (voir p. 4), le capital français se porte encore plus mal que la plupart des pays industrialisés. De quatrième puissance économique mondiale, la France vient de passer au sixième rang, après même l'Italie. L'INSEE prévoit pour 1987 une nouvelle baisse de la production industrielle, un déficit du commerce extérieur d'une vingtaine de milliards de francs, agrémentant ces chiffres d'une hausse des prix de 3,5% (en fait de 5% pour les prix dits de détail), et d'une augmentation officielle des chômeurs, dépassant les 2,8 millions (c'est-à-dire à peu près 12% de la population active). Le mot d'ordre pour l'économie nationale est : accroissement de la compétitivité, modernisation et diminution du prix de revient des marchandises. Mais pour les ouvriers, ces chiffres ont une réalité qu'ils vivent déjà brutalement : chômage licenciements, austérité et cette réalité va s'aggraver encore plus sauvagement dès cet été.

UNE ATTAQUE GENERALISEE CONTRE LE NIVEAU DE VIE ET LES SALAIRES

Si l'on nous promet une hausse des prix, on nous promet aussi une baisse des salaires, indirecte mais bien réelle, avec les augmentations de "prélèvements sociaux", comme celle de 3 % des cotisations de retraite complémentaire (ARRCO), comme celle de la cotisation vieillesse et surtout celle de la cotisation Sécurité sociale dont la bourgeoisie fait grand bruit. Après les multiples augmentations de cette cotisation, qui ponctionnent déjà les salaires depuis des années au nom de la sauvegarde de la Sécurité sociale, après l'augmentation du forfait hospitalier, après la diminution (voire l'annulation pour certains) du remboursement des frais médicaux, toujours pour "sauver la Sécurité sociale", l'Etat prépare une nouvelle attaque contre notre niveau de vie.

Le "Conseil des Sages", les "Etats généraux de la Sécurité sociale" (une "grande idée"), sont une esbrouffe répugnante pour masquer que la bourgeoisie est encore en train de porter un coup à la classe ouvrière sur un problème qui la touche dans sa chair. Mais cette esbrouffe n'a pas seulement cette fonction, il s'agit aussi de focaliser les esprits sur des "débats" concernant les modalités de la future ponction - de toute façon les ouvriers, eux, seront ponctionnés ! - pendant que la bourgeoisie fait passer les licenciements et se prépare à en faire passer massivement dès la période des vacances d'été. On nous promet ainsi 100 000 suppressions d'emplois dans l'industrie, 45 000 dans l'agro-alimentaire, 15 000 dans la Fonction publique, et ce n'est que la partie visible de l'iceberg ! Ouvriers, ce ne sont pas des promesses en l'air. Un premier train de licenciements massifs tous azimuts est déjà en route : 1 310 à Renault-Billancourt, 834 dans les ateliers et chantiers navals de la Rochelle, 1 000 dans les entreprises de CDF-Chimie, par exemple, après les dizaines de milliers déjà effectués dans ces seuls secteurs, l'année passée.

LE CHOMAGE AU CENTRE DE L'OFFENSIVE BOURGEOISE

"Ce n'est pas une crise, car une crise a un début et une fin. Or, le phénomène que nous connaissons a peut-être un début - situons-le par commodité vers 1973 - mais n'aura sans doute pas de fin. C'est une nouvelle révolution économique et sociale qui, dès à présent, et

non sans difficulté, se met en place et ce à l'échelle mondiale, dirais-je (...); nous sommes en train de vivre une nouvelle révolution industrielle et sociale, du genre de celles qui, autrefois, mettaient un siècle (!) ou plus à se réaliser. Cela se traduira par des licenciements en grand nombre", expliquait Philippe Séguin à l'hebdomadaire "La Vie", le 2 mai. La bourgeoisie est experte à dire des vérités étayées par de "grandes idées" qui ne sont que des mensonges crapuleux. La gauche nous l'a aussi ressassé quand elle était au gouvernement : l'espoir d'une nouvelle société avec sa "révolution" industrielle et technologique... il fallait se serrer les coudes et surtout la ceinture pour sortir de la crise. Avec la droite, le langage est plus cru : la crise n'aura pas de fin et les licenciements vont tomber ; en attendant que l'illusoire "révolution" industrielle s'achève (... bien après l'an 2000), voilà la perspective : de la misère, encore de la misère, toujours plus de misère. Et Séguin enfonce encore le clou : "le plein emploi, c'est fini. C'est terminé. Il faut le dire, il faut s'y habituer : nous ne retrouverons jamais le plein emploi que nous avons connu pendant les Trente Glorieuses." (discours du 10 mai). Et c'est en fonction de cette perspective que la bourgeoisie met en place tout un arsenal venant relayer et compléter celui déjà existant, afin :

- de permettre une accélération des licenciements ;
- de diminuer encore plus les indemnités chômage ;
- de diviser et éparpiller les ouvriers licenciés ;
- de chercher à contrôler la masse grandissante des chômeurs ;
- enfin de cacher l'ampleur du problème en tronquant les chiffres du chômage.

Pour faire face à cette question grandissante du chômage, la gauche avait déjà mis en place les congés de reconversion, les mises en préretraite, les TUC pour les jeunes puis les TIG, et surtout la loi sur l'aménagement du temps de travail. Mais toutes ces mesures n'étaient que du "reculer pour mieux sauter". La droite vient d'en rajouter encore d'autres en renforçant les anciennes, afin de reculer encore.

2,8 millions de chômeurs à la fin de l'année, mensonge ! Nous pourrions en compter réellement plus de 3,5 avec l'accélération des licenciements.

La loi sur l'aménagement du temps de travail

Cette loi "qui constitue un élément important de notre politique en faveur de l'emploi (sic) est très attendue par nos entreprises", car elle est "de nature à renforcer leur compétitivité, face à la concurrence internationale." (Séguin au Sénat, le 22 avril.) Aussi, avec l'échéance des élections présidentielles, la bourgeoisie va faire passer sa loi pendant-ou juste avant- les vacances, afin de permettre aux entreprises de pouvoir encore accélérer les licenciements et augmenter le chômage "partiel" comme la précarité de l'emploi.

Mais d'ores et déjà, cette loi "non votée" a permis l'augmentation de 19,5% des licenciements économiques de septembre 86 à mars 87. Avec son vote définitif, c'est un cadre législatif sans précédent, permettant des licenciements massifs, dont se dote l'Etat, et qui entre dans la prétendue "flexibilité du travail", en fait flexibilité pour le capital.

Le plan "anti-chômage"

Le projet baptisé "prévention et lutte contre le chômage de longue durée" montre encore la volonté de la bourgeoisie de ne pas laisser trop de chômeurs "inactifs"

et de masquer l'ampleur du chômage. Ainsi, les contrats de réinsertion en alternance (CRA), concernent les plus de 26 ans qui seront rémunérés au SMIC pendant 2 ans (1 an par l'Etat, l'autre année... ?); ainsi, les stages de réinsertion en alternance (SRA), de 5 mois, rémunérés au SMIC toujours ; l'extension des "conventions de conversion" aux entreprises en faillite, de 5 mois, rémunérés à 70 % de l'ancien salaire ; la suppression du "délai de carence", c'est-à-dire la période où un chômeur ne touche plus d'indemnités de l'assurance-chômage et pas encore la misère que lui accorde l'Etat.

De plus, le gouvernement relance les stages Delebarre et les TUC dont 10 000 sont affectés au nettoyage des forêts du midi ! Mais à cela s'ajoutent deux mesures qui permettront aussi de cacher la réalité du chômage : - le projet de "dispense de recherche d'emploi" pour les chômeurs de plus de 55 ans (60 000 personnes), alors que les licenciements économiques touchent pour la majeure partie les plus de 50 ans ; - l'allongement de 1 à 3 ans de la période d'apprentissage pour "ouvrir l'accès à des qualifications plus élevées (!)" - alors que 800 000 jeunes vont arriver sur le marché du travail à la rentrée prochaine.

Les ouvriers le savent, toutes ces mesures n'assureront pas un avenir resplendissant pour eux, pour leur famille. L'aménagement du temps de travail, la "lutte contre le chômage", c'est la lutte contre les chômeurs, contre toute la classe ouvrière. C'est à tous les niveaux, salaires, pouvoir d'achat, emplois, conditions de vie que la bourgeoisie nous attaque et c'est contre tous en même temps qu'elle le fait. Tout en parlant le langage de la vérité sur l'emploi, le gouvernement cherche pourtant à diviser, éparpiller la masse grandissante des chômeurs, à truquer les chiffres et se paye le cynisme de dire, comme Séguin le 23 mai : "nous allons vers un infléchissement décisif du chômage."

Parce que le chômage massif, c'est la misère grandissante, c'est la même menace qui pèse sur tous, la bourgeoisie cherche à mettre un écran de fumée par des déclarations contradictoires et des mesures cache-misère", au sens propre du terme. Ouvriers, le chômage c'est vous qui le subissez, c'est une menace qui vous concerne tous et qui vous vise particulièrement, et aucun secteur ne sera épargné. Etre au travail aujourd'hui, c'est en puissance, être au chômage demain. Contre cette perspective que veut nous imposer la bourgeoisie, c'est tous ensemble, au travail ou au chômage, dans le secteur privé ou dans le secteur public, qu'il faut se battre unis par-delà les divisions.

PPR



Procès Barbie: LE VRAI "CRIME CONTRE L'HUMANITE", C'EST LE CAPITALISME

■ Depuis des semaines, la presse, la radio, la télévision ne rebattent les oreilles du procès Barbie. Défilé sur le petit écran d'anciens déportés -juifs ou résistants- venant raconter les terribles souffrances qu'on leur a fait subir, émission spéciale de Polac, la "bonne conscience" de gauche de la TV, suivie de la projection du film "Nuit et Brouillard" décrivant l'horreur des camps de déportation... rien ne manque pour épicer la sauce, pour trapper les imaginations.

Une telle campagne n'est pas innocente. Si la bourgeoisie et ses différentes officines consacrent tant de moyens à cette affaire, ce n'est certainement pas dans un but de pure "justice" ou de pure "vérité". Ce n'est pas non plus dans le but de dénoncer les véritables "crimes contre l'humanité", terme figurant dans l'acte d'accusation de Barbie. En réalité, derrière les grandes phrases vertueuses, ce sont les plus sordides calculs qui se cachent afin de justifier les crimes passés et à venir de la classe bourgeoise.

En effet, une des fonctions essentielles de toute cette opération est de faire une diversion par rapport aux problèmes réels qui se posent aujourd'hui à la société, et plus particulièrement à la classe ouvrière. Alors que l'effondrement de son économie conduit le capitalisme à déclencher des attaques de plus en plus barbares contre les exploités, alors que dans un pays "avancé" comme la France, c'est plus d'un ouvrier sur quatre qui se trouve maintenant jeté dans le chômage, qu'une noire misère s'abat sur des millions de "sans ressources", il est bon pour la bourgeoisie s'agiter des épouvantails odieux à souhaits afin de tenter de détourner la colère des exploités. C'est pour cela aussi qu'au même moment on agit cet autre épouvantail qu'est Le Pen avec ses discours xénophobes qui rappellent ceux des nazis, ce qui permet au passage aux journaux de faire les manchettes sur les disputes au sein de l'équipe gouvernementale entre le "méchant" Pasqua et le "gentil" Noir. Il faut bien "amuser la galerie" pendant que pleuvent ou se préparent de nouvelles attaques.

C'est vrai que Barbie est un personnage abject. La cruauté, le sadisme, la lâcheté, et en plus, la vénalité, tout cela poussé à des sommets, voilà ce qui marque toute sa carrière au service des nazis, de la CIA et des généraux boliviens. C'est pour cela qu'il est parfait dans

le rôle que la bourgeoisie lui fait aujourd'hui venir devant un tribunal, comme il fut parfait dans celui qu'elle lui fit tenir comme flic. Car Barbie, comme le nazisme ou les dictatures sanglantes d'Amérique Latine ne sont pas des monstruosités étrangères à la société bourgeoise "civilisée". Ils en sont au contraire une émanation directe. L'abjection d'un Barbie et du nazisme ne fait que résumer la barbarie de la société qui les a produits : le capitalisme dans sa période de décadence. Et c'est cela que ce type de campagnes comme celles que nous subissons aujourd'hui veut cacher.

Ce qu'on veut nous faire oublier, et c'est là l'autre fonction, outre la simple diversion immédiate, du procès Barbie, c'est que la barbarie ne se trouvait pas dans un seul camp de la seconde guerre mondiale, qu'en face du nazisme, il n'y avait pas les "représentants de la civilisation", défenseurs de la "justice", de la "liberté" et de la "démocratie". Les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, les bombes au phosphore sur les quartiers ouvriers de Dresde et Hambourg, faisant en quelques heures des centaines de milliers de victimes, ce ne sont pas des avions "fascistes" qui les ont largués, mais bien des avions "démocrates" de la "libre Amérique". Quant au gouvernement de la "civilisée" Angleterre, il n'a rien fait d'autre que de refuser l'asile à des centaines de milliers de juifs qu'il savait destinés au génocide.

Ce que les nouvelles générations doivent retenir - et c'est pour cette raison qu'à l'occasion du procès Barbie le gouvernement a demandé qu'on consacre plusieurs heures dans les lycées à rappeler les crimes nazis et les "hauts faits" de la résistance -, c'est qu'il faut accepter le système qui les exploite et qui les opprime, qu'il vaut la peine de donner sa vie pour le défendre car, "malgré tout", c'est encore le "meilleur de tous".

Dans la répugnante propagande de la bourgeoisie, le "camp de la barbarie" c'est uniquement le camp des vaincus. En d'autres circonstances, les tortionnaires français (Le Pen, Massu et compagnie) de la guerre d'Algérie de même que leurs chefs (à commencer par le Parti Socialiste et Mitterrand, qui était ministre de l'Intérieur à cette période) se seraient retrouvés sur le banc des accusés. Mais ils ont eu plus de chance que Barbie. Dans le monde actuel, tous les camps bourgeois sont ceux de la barbarie; les "crimes contre l'humanité", ce sont tous

les régimes bourgeois qui les commettent. Le seul camp de la civilisation, c'est celui de la classe ouvrière, qui par ses combats présents empêche la barbarie capitaliste de se déchaîner en une troisième guerre mondiale, dont les combats futurs devront mettre fin à toutes les barbaries par le renversement du capitalisme et l'instauration du communisme.

C.M.

Crise économique

ainsi que succéder déconvenues et déconfitures, et la chute sera d'autant plus brutale que le délire fut grand. Pour ne prendre que l'exemple de notre cher pays, la France, qui a aussi vécu sa soulographie boursière et spéculative, brassant beaucoup d'argent sans créer un seul emploi, avec en particulier la privatisation de Saint-Gobain, Paribas, la Société Générale, TFI, etc., le réveil est brutal, la gueule de bois sévère. L'inflation repart, les déficits commerciaux prennent leur essor, les licenciements et le chômage, en règle générale, menacent de battre des records. La Bourse, qui hier vivait l'euphorie, est aussi de la fête et tous les cours s'affaissent inexorablement.

L'importance de l'évolution actuelle de la crise économique mondiale ne tient pas seulement à la profondeur de celle-ci mais aussi à la rapidité avec laquelle elle se développe. Ce facteur temps est important car il est déterminant dans la violence de choc entre les classes sociales qu'il induit, 500 000 chômeurs de plus en deux ans n'ont pas le même impact et implication sociale que 500 000 chômeurs de plus en six mois. De ce point de vue, la crise financière et tous les dérèglements du système monétaire international acquièrent une grande importance dans la mesure où ils ne permettent plus les artifices et les manipulations d'hier. Artifices et manipulations qui, s'ils ne résolvait rien des contradictions économiques et ne jugalaient pas le développement de la crise économique mondiale du capitalisme, permettaient au moins d'en étaler dans le temps et l'espace les conséquences. Cette époque est révolue.

Prenat

(1) Le "Monde diplomatique" mars 1987 : "Quand tous les clignotants rouges s'allument", p.7

LUTTE CONTRE LE CHOMAGE C'EST TOUTE LA CLASSE QUI EST IMPLIQUEE, PAS SEULEMENT LES CHOMEURS

Aujourd'hui, comme dans l'ensemble de la classe ouvrière où ce besoin existe et s'affirme, les ouvriers réduits à la condition de chômeurs éprouvent la nécessité de se défendre contre les conditions de vie de plus en plus misérables qui leur sont imposées par les attaques de plus en plus lourdes de la bourgeoisie.

En se retrouvant sans travail, mis à la porte d'une entreprise, de plus en plus d'ouvriers savent qu'ils sont condamnés à battre le pavé à la recherche d'une embauche non plus seulement pour des mois, mais souvent des années et qu'une partie de plus en plus large d'entre eux n'en retrouvera jamais.

UNE MEME LUTTE DE CLASSE ...

La volonté de se battre, la colère qui augmentent au fil des mois et se généralisent dans toute la classe ouvrière actuellement sont particulièrement vivement ressenties de façon vitale, indispensable, par ceux qui n'ont plus de travail. Même s'ils sont privés de l'arme de la grève, ils ont des moyens de lutter et ils ont déjà accumulé toute une expérience de cette lutte qu'ils continuent à mener.

Depuis des années se forment des comités de chômeurs qui sont amenés pour assurer une survie minimum de leurs membres à se battre contre les saisies, les expulsions, les coupures de gaz et d'électricité. Depuis des années, les chômeurs sont poussés à gagner la rue, seule perspective qu'ils aient pour se défendre, pour exprimer leur révolte contre un "statut de fin de droits" qui les laisse sans ressource, les fait plonger dans l'indigence, pour exiger des allocations-chômage plus décentes, moins misérables, pour réclamer la gratuité des transports publics, des cantines.

Quels sont les besoins fondamentaux de leur lutte qui se dégagent de telles conditions ?

Comme dans l'usine où peut s'engager immédiatement l'action collective des ouvriers, les chômeurs sont poussés avant tout à rompre leurs conditions matérielles d'isolement, de dispersion, d'atomisation pour combattre, pour affirmer le terrain de la lutte. A l'image de l'ensemble de leur classe, ils doivent s'unir pour se battre contre les attaques de leurs conditions d'existence. Ils se retrouvent alors face à la nécessité fondamentale de s'intégrer dans la lutte de l'ensemble de leur classe qui constitue leur propre oxygène. Toute lutte contre le chômage, la misère, pour des conditions de vie décentes concerne immédiatement toute la classe ouvrière, tous les ouvriers doivent et peuvent y participer.

Comme pour l'ensemble de la classe, il s'agit d'élargir la lutte, d'opposer le front le plus large possible aux attaques de la bourgeoisie. De même que toute lutte qui surgit dans une usine doit s'étendre vers les autres usines, les autres villes, les ouvriers au chômage doivent rechercher l'extension et la coordination de leur combat. Les comités de chômeurs qu'ils forment, les foyers de lutte qu'ils animent doivent, non seulement prendre

en plus clairement que les luttes qu'ils ont à mener font partie intégrante du combat de toute la classe ouvrière.

Aujourd'hui, comme l'ensemble de leur classe, les chômeurs sont confrontés non seulement à la nécessité de comprendre quels sont les moyens d'action dont ils disposent pour poursuivre les luttes engagées et pour imposer un rapport de forces réel et efficace aux attaques de la bourgeoisie et de son Etat, mais ils doivent surtout faire face à une série de manoeuvres et de pièges déployés par la bourgeoisie pour empêcher ces besoins réels de la lutte de s'exprimer.

...LES MEMES MANOEUVRES DE LA BOURGEOISIE

Alors que la volonté de lutte tend à s'affirmer de plus en plus clairement chez les chômeurs, de plus en plus nombreux à remettre en cause l'isolement, la soumission et l'enfermement que tente de maintenir la bourgeoisie, affleure actuellement une agitation à l'instigation la plupart du temps d'éléments gauchistes et syndicalistes de base. Ceux-ci, de façon préventive, en anticipant sur l'action des chômeurs eux-mêmes, proposent un certain nombre d'"initiatives" qui en cherchant à dévoyer les besoins de la lutte, essaient de ramener les chômeurs dans les ghettos, sur les mêmes voies de garage où la bourgeoisie tente de les parquer depuis des années.

-contre les luttes ouvrières.

Se rassembler, oui, mais pour quoi faire ? La "rencontre de chômeurs" organisée à Sedan le 28 février et 1er mars derniers, à l'initiative des associations de chômeurs de Sedan, Reims, Strasbourg, et qui a re-et développer des contacts avec d'autres comités, y envoyer des délégations les plus nombreuses possibles, co-ordonner entre eux les actions à mener, impulser la création d'autres comités où ils n'existent pas encore, mais ils doivent aussi de façon cruciale et vitale se concevoir et agir en tant que moyens de lutte de toute la classe ouvrière. Les chômeurs doivent ouvrir ces comités à tous les ouvriers qui veulent lutter, qu'ils soient au chômage ou en activité, à toutes les organisations qui soutiennent la lutte, appeler les ouvriers à les rejoindre pour en faire de véritables assemblées générales ouvrières, appeler les ouvriers à rejoindre toutes les actions engagées par de tels comités.

Ils doivent aussi se donner comme objectif prioritaire de participer activement à toutes les luttes, tous les rassemblements d'ouvriers au travail, en se rendant le plus massivement possible, groupés et organisés, dans les usines en grève, dans les autres assemblées ouvrières, dans les piquets de grève, dans les manifestations ouvrières dans la rue. Comme l'ont déjà fait nombre de chômeurs en Belgique lors des luttes massives du printemps 86, comme en Espagne récemment où des chômeurs se sont joints un peu partout à plusieurs manifestations de mineurs et de sidérurgistes, exprimant de plus

groupé, en plus des organisateurs, des éléments d'autres comités (Rethel, Longwy, Gennevilliers, Tours, Cash, La Rochelle et de l'ex-comité de Toulouse) se donnait pour objectifs : d'une part de rejeter les magouilles tant du syndicat de chômeurs (Pagat) que de la direction des maisons de chômeurs (Vergely), de rejeter les politiques de misérabilisme, de "tirer un bilan critique et constructif de leur propre activité dans le mouvement des chômeurs", d'autre part de confronter les diverses expériences, d'approfondir les réflexions et de créer une structure pour élargir et consolider les liens entre les différentes associations.

En fait, cette "confrontation d'expériences" se résu-mait pour l'essentiel en litanies de "témoignages" sur des activités de clocher, en gommant au maximum un réel bilan critique alors que justement la réflexion critique sur ces expériences pour en tirer les leçons pour mener les luttes à venir est une nécessité constante de la pratique ouvrière. Au contraire, ces critiques quand elles surgissent sont écartées sous prétexte qu'"on n'est pas des donneurs de leçons", qu'"on se refuse à critiquer les pratiques des chômeurs"... et donc qu'on peut proposer et faire n'importe quoi au nom de "l'intérêt des chômeurs".

Quant à ces activités, l'emploi d'une telle démagogie, monnaie courante chez les gauchistes et syndicalistes de base, permet de mettre en avant et de privilégier des actions qui n'ont plus rien à voir avec la lutte de classe, quand elles ne lui tournent pas résolument le dos. Les uns peuvent se flatter de présenter leur comité comme une "véritable entreprise alternative autogérée" (version contestataire et petite-bourgeoise de la "création d'entreprise par les chômeurs", chère à R. Barre). Certaines associations ont leurs propres "employés", payés par... des TUC "octroyés" par la municipalité, et une "maison de chômeurs" présente fournit même du travail sous forme de "contrats provisoires dans le bâtiment", comme le rapporte "Rouge" (organe de la LCR) du 19 mars ! D'autres se chargent d'orienter les chômeurs vers les services sociaux, en jouant le rôle de simples succursales de l'ANPE. Pour la plupart des associations présentes à Sedan, comme dans d'autres comités -ainsi celui de Clermont-Ferrand, fortement influencé par des syndicalistes de base et la LCR- les "animateurs" se font les laquais les plus zélés de Seguin pour "occuper les chômeurs par des petits boulots", et certains font l'aveu plus explicite qu'il ne s'agit pour eux que d'"autogérer" la misère des chômeurs : *"Ne vaut-il pas mieux que les chômeurs prennent en mains les associations caricatives plutôt que de les subir ?"* était-il déclaré. D'ailleurs une association participante dirige même un resto du coeur... Ainsi, le terme de "lutte" qui reste employé çà et là couvre n'importe quelle pratique, alors qu'il reste vide de tout contenu de classe...

(suite page 7)

JOURNEES D'ACTION ET MANIFESTATIONS SYNDICALES

DES MASCARADES DE LUTTES POUR EMPECHER LES OUVRIERS DE RIPOSTER REELLEMENT

"La CGT défile, les sages rédigent". Ce titre d'un journal de la presse bourgeoise, à propos de la manifestation du 14 mai, pourrait se paraphraser : "du temps que la CGT balade ses maigres troupes jusqu'à la belle place de la Concorde, le gouvernement cogne sur le dos des travailleurs". En effet quel est le résultat de la "journée nationale interprofessionnelle de grèves et de manifestations" de la CGT pour la "défense du pouvoir d'achat, de l'emploi, de la Sécurité sociale"? C'est simple : ce résultat n'empêche en rien des salaires toujours plus bas, de plus en plus de chômeurs et une prochaine taxe supplémentaire sur tous les salaires pour financer le déficit de la Sécurité sociale. La bourgeoisie peut être - momentanément - satisfaite : face au mécontentement des ouvriers, ses syndicats - la CGT en tête - ont fait du "bon travail" : ils ont pris les devants afin d'occuper aujourd'hui le terrain pour empêcher les ouvriers de prendre l'initiative afin de riposter massivement et unitairement à des attaques de plus en plus massives (1). Et non seulement cela, ils ont pris les devants pour pouvoir dire demain, quand les travailleurs rentreront de manière importante en lutte : Regardez ! Nous étions là ! En effet ils étaient là, et non pas, comme ils le prétendent, pour mais contre les intérêts des travailleurs. Qu'on en juge !

Sous des apparences très radicales, la CGT appelle les secteurs public, privé, les syndiqués, les non-syndiqués à entrer en lutte sur des revendications les plus unitaires possibles comme la défense de la Sécurité sociale et contre le chômage. Mais derrière cette façade "unitaire", elle dévoile, dans la réalité, son vrai rôle de saboteur, de dévoiement et de division parmi la classe ouvrière. Ainsi, lors de la journée du 14 mai, comme lors de celle du 22 mars et de celles qui suivront :

- elle appelle à des heures de grève bidons, plus que floues, différentes selon les secteurs et au sein d'un même secteur : par exemple de "2 heures à 24 heures à la RATP", de "3 heures à 24 heures à Air-France", les grèves "pourront aller jusqu'à 24 heures"(sic) dans la construction et la chimie ; bref dans plus d'un millier de grandes entreprises, ou dans la Fonction publique, la CGT appelle à des grèves ou à des arrêts de travail à géométrie variable ;

- dans les manifestations "traîne-savates", tous les secteurs sont, comme toujours, bien séparés les uns des autres, derrière "leur" banderole. Même à Paris, dans le

maigre troupeau qu'elle a réussi à former grâce à ses municipaux et à ses permanents, bien ficelé par un service d'ordre musclé (prêt à intervenir contre tout risque de débordement), la plupart des syndicalistes défile avec leur seule banderole, sans personne derrière eux et encore moins...d'autres secteurs !

- enfin, dans la même manifestation, la CFDT et le PS qui prend "le train en marche", comme l'avoue la presse, se font huer par la CGT, et bien loin du "souci unitaire" affiché et proclamé par la CFDT, cela va : 1) permettre à cette dernière de ne pas être en reste sur cette cruciale attaque contre la Sécurité sociale. Il est important en effet que ce syndicat et son parti poursuivent leur travail d'opposition au gouvernement et leur travail d'encadrement des ouvriers ;

2) servir de faire valoir à la CGT et au PC qui, oubliant comme par magie leur propre participation à la politique d'austérité de la gauche au gouvernement, pourr-ont encore plus se présenter comme "ouvriers", comme "seuls contre tous" et contre "les socialos-démagos".

En fait, derrière ces allures jusqu'au-boutistes, l'appel de Krasucki à cette journée d'inaction était clair : "Tous ceux qui veulent venir se battre avec nous, avec leur propre identité, seront les bienvenus." Effectivement, contre des attaques qui touchent tous les ouvriers, au chômage ou au travail, dans tous les secteurs, toutes les régions, la CGT propose à tous de venir... "avec leur propre identité", c'est-à-dire comme si chaque travailleur avait un intérêt propre, distinct à défendre, comme si les intérêts de tous les ouvriers n'étaient pas partout les mêmes !

En vérité qui peut croire à ces appels "unitaires", alors que pour la CGT l'unité signifie diviser ?

Qui peut croire encore à ces appels à "tous les travailleurs à entrer en lutte" ? alors que la CGT dénonçait carrément les luttes des cheminots au début de leur mouvement en décembre.

Qui peut croire ces appels à "tous ceux qui veulent se battre, à tous les salariés du secteur public et du secteur privé" ? alors que la seule extension qu'elle pratique, c'est celle de la dispersion, de l'enfermement dans "sa" corporation, "sa" région et donc l'extension de la défaite.

Qui peut croire à ces appels "à une riposte immédiate pour la défense de la Sécurité sociale" ? alors que la CGT repoussait sa manifestation sur la Sécurité sociale de

janvier - où les ouvriers étaient méfiants et même écoeurés de ses manoeuvres - au 22 mars sous prétexte ... "d'intempéries"(!).

Qui peut croire à son "printemps des jeunes pour l'emploi" de ce 22 mai ? alors qu'elle se faisait toute petite et se taisait lorsque son grand frère, le PC, était au gouvernement et licençait des milliers d'ouvriers ? Alors "qu'en douce", dans plusieurs entreprises, dont la Fonction publique, elle signait des accords avec les directions pour "dégraisser les effectifs" ?

C'est pourquoi, lorsque le mécontentement gronde parmi les travailleurs, il importe pour la CGT d'être de plus en plus "radicale". Quand la nécessité se fait de plus en plus pressante de lutter unis, "la CGT a la volonté d'occuper un terrain qui a dû être mal occupé autrement" (comme l'avoue un responsable de la CFDT) et elle utilise tous les thèmes unificateurs pour coller aux besoins des travailleurs.

Et c'est parce que mûrit de plus en plus la nécessité de lutter dans la rue, au-delà de "son" usine, "son" secteur, "sa" catégorie, que la CGT, non seulement cherche à se mettre aux avant-postes des différentes luttes, mais encore fait semblant -aidée par la propagande des médias- d'occuper soi-disant cette même rue.

Toutes ces "actions" syndicales - et de la CGT en tête - auxquelles nous assistons depuis des mois et celles qui sont déjà planifiées jusqu'aux prochaines vacances, visent à prendre les devants, "à mettre le paquet", comme le dit Krasucki, afin de ne pas rester sur le quai de la gare comme aux premiers jours de la grève à la SNCF, afin de tenter de ne pas laisser l'initiative des luttes aux ouvriers eux-mêmes.

C'est avec raison que l'immense majorité des travailleurs se méfie et ne veut pas marcher derrière ces saboteurs - comme en témoignait leur participation quasi nulle à la journée du 14 mai - car ce n'est qu'en prenant leurs luttes en main pour l'unifier que les ouvriers pourront déjouer les manoeuvres de dévoiement et de division des syndicats, qui vont à l'encontre de leurs réels besoins.

M.B.

(1) voir article sur les attaques dans ce numéro.

PARTOUT LES MEMES ATTAQUES, PARTOUT LES MEMES

Mois après mois l'économie capitaliste s'enfonce dans une crise toujours plus profonde et sans issue. Le développement de l'offensive commerciale acharnée que mènent les USA contre ses principaux concurrents, le Japon et surtout l'Europe occidentale, place aujourd'hui les pays centraux du capitalisme en première ligne de cette nouvelle accentuation de la crise. Face à la contraction croissante du marché mondial tous les pays sont aujourd'hui contraints à ralentir les investissements industriels au profit de la spéculation effrénée sur les valeurs boursières ramenant avec elle la menace permanente d'une crise financière telle celle de 1929. A la récession qui, inexorablement, s'installe au coeur du monde capitaliste vient maintenant se conjuguer la perspective d'un retour en flèche de cette inflation qui ravage déjà les pays périphériques.

Cette accélération brutale de la crise -dont la classe ouvrière a déjà fait les frais avec le déchaînement des attaques massives qui, en moins d'un an, se sont généralisées à tous les pays- ne peut que se

solder par une dégradation accélérée de toutes les conditions de vie du prolétariat : non seulement dans les pays sous-développés où la misère la plus totale est le lot quotidien d'une masse croissante d'ouvriers, mais également dans les pays les plus industrialisés, y compris la RFA elle aussi aspirée maintenant dans la spirale de la récession. Nouvelles explosions du chômage, baisse draconienne des salaires réels et de toutes les prestations sociales, flambée des prix des biens de consommation, augmentation des cadences de travail... Plus aucun secteur de la classe ouvrière n'est désormais épargné par la violence des attaques contre toutes ses conditions d'existence, attaques qui vont encore s'accroître à un rythme toujours plus rapide dans les mois à venir.

Les réponses ouvrières à l'ampleur de ces attaques ne se sont pas fait attendre. Partout, aux quatre coins de la planète, le prolétariat a montré ces deux derniers mois sa détermination à développer une riposte à la mesure des coups portés. Que ce soit à la périphérie du système (Mexique, Brésil, Grèce, You-

goslavie...) ou en son centre (Grande-Bretagne, RFA, Espagne...) ce sont contre les mêmes mesures d'austérité contre tous les secteurs simultanément que se sont développées des luttes massives dominées partout par une seule et même question : celle de la nécessité de façon croissante dans la classe ouvrière d'unifier tous les foyers de luttes, d'opposer un front massif à l'Etat bourgeois, de développer la solidarité active, de briser toutes les barrières corporatistes, sectorielles, régionales sciemment entretenues par toutes les forces d'encadrement capitalistes.

L'accélération inexorable de la crise, l'intensification des attaques contre toute la classe ouvrière dans les mois à venir, la simultanéité des affrontements de classes dans tous les pays ne peuvent qu'accroître cette avancée de la classe ouvrière vers l'unification de ses combats, notamment dans les pays où sont concentrés ses bastions les plus expérimentés : les pays d'Europe occidentale.

RECESSION MONDIALE, CRISE FINANCIERE, GUERRE COMMERCIALE ENCORE PLUS DE MISERE POUR LES OUVRIERS

■ Le mirage de la reprise américaine a brusquement fait place et sans ambiguïté possible à la menace d'une très grave récession aux conséquences humaines et sociales redoutables.

L'état dans lequel se trouve le système financier et monétaire international donne la mesure tout autant de la profondeur des déchirements internes du tissu économique que des conditions générales qui fondent la période actuelle.

La chute spectaculaire de la valeur de la monnaie américaine, le dieu dollar que toutes les places financières adoraient et comme tout dieu, redoutaient aussi, a donné le coup d'envoi d'une guerre commerciale mondiale sans pitié, où tous les coups sont permis et dont il n'est pas nécessaire de préciser qui en seront les victimes. Tout indique en particulier la fragilité extrême du système monétaire international, qui limite toute manipulation d'envergure -que l'état de l'économie, au sortir de cette nouvelle récession, sera encore plus sérieusement mis à mal qu'il ne le fut ces dernières années au pourtant bien triste héritage de millions de chômeurs.

LE MIRAGE FINANCIER

Il n'y a pas de grande crise, et le Krach financier de 1929 n'échappe pas à cette vérité, qui ne soit précédée d'une période d'apparente euphorie financière, d'une activité boursière désordonnée et anarchique comme durant l'année 86. Loin de faire preuve d'une bonne santé des affaires, cette euphorie financière témoigne d'un dérèglement profond : elle est annonciatrice de graves bouleversements. Cette réalité tient aux raisons mêmes de ces grands accès de fièvre financière. Les grandes masses de capitaux fuient l'industrie et l'investissement productif rendu non rentable et dangereux par l'étouffement du marché mondial, se retrouvent sur les places financières avides d'un profit rapide. Seule la spéculation offre à ce moment l'opportunité de telles manipulations financières.

Il suffit de comparer les données de la fièvre boursière

à celles du commerce mondial, de l'investissement et de l'évolution des taux de production, pour avoir sous les yeux une photographie parlante de cette situation.

Tout d'abord, les taux de croissance qui, en 1984, pour l'ensemble des pays de l'OCDE, plafonnaient à 5 %, sont passés à 2,5 % en 1986 et s'annoncent dans le meilleur des cas à 1,5 % en 1987. Les investissements, eux, suivent la même involution ; pour ne prendre que l'exemple de deux pays industrialisés clefs, les USA et le Japon, on peut noter un taux d'investissement qui, pour les USA, passe de 9,3 % en 1984 à 1,2 % en 1986 et, pour le Japon de 11,9 % à 5,7 %. La même période, les Bourses ont, malheureusement au sens figuré du terme, flambé. Plus de 105 % à Paris, plus de 51,1 % à Tokyo, plus de 24 % à Wall Street.

Si l'ensemble des capitaux se réfugient dans la spéculation, c'est que la recherche d'un profit rapide et facile les y incite. En cela rien de nouveau, les capitalistes ont toujours cherché à rallonger leur profit grâce aux enchères boursières ; mais c'est essentiellement et surtout parce que la baisse de la production et celle du commerce mondial, dues à la saturation aiguë des marchés, permet de moins en moins de faire du profit sur la base d'investissements dans les secteurs productifs et dans le secteur industriel tout particulièrement, seul véritable créateur de richesses.

Quels sont les secrets de ces excoqueries massives que sont les spéculations boursières ? Au coeur du système, se trouve la pratique des rachats ou fusions de sociétés, qui s'est énormément développée depuis quelques années. Aux USA, on enregistrait 1 529 opérations de ce type en 1979, et pas moins de 3 392 en 1985. Elles représentaient une valeur de 34 milliards de dollars en 1979 et de 144 milliards de dollars au cours des 12 mois de 1985. Non seulement, les entreprises ne se sont pas modernisées suffisamment, bien que le marché financier américain ait attiré des capitaux du monde entier, mais encore elles ont dû s'endetter pour, en rachetant leur propre capital, résister aux raids des spéculateurs.

"Gulf and Western" a liquidé 65 de ses filiales représentant plus de 4 milliards de dollars. Le géant IBM a fermé trois de ses usines aux USA et allégé ses effectifs de 7 %. En vue d'économiser 1 milliard de dollars par an, ATT a réduit son personnel de 322 000 à 290 000 salariés. "United Airlines" a licencié 1 000 employés pour économiser 100 millions de dollars sur l'année en cours. Après avoir perdu en 86 quelque 1 830 millions de dollars pour résister au raid de l'un des principaux racheteurs, USX vient d'annoncer, début février, la fermeture de trois aciéries et la suppression de 4 000 emplois sur 22 000. Un géant comme ITT a licencié l'an dernier 100 000 ouvriers (soit 44 % du total) et 500 employés sur 850, au siège central. "General Electric" a dépensé 11 100 millions de dollars pour racheter 338 sociétés mais s'est débarrassé de 232 entreprises et a fermé 73 usines. "General Motors" a, depuis 1981, licencié 37 000 ouvriers et a annoncé son intention de fermer 12 grandes usines avant 1989. Kodak a mis sur le pavé, en 1986, 13 000 de ses 122 000 employés en vue d'économiser 500 millions de dollars par an. (1)

Ahurissant mais bien réel tableau, sur un fond spéculatif, de la situation économique. Situation qui laisse entrevoir les conditions et les conséquences de la guerre commerciale que se livrent à l'heure actuelle les plus grandes puissances industrielles. Et encore ne traitons-nous pas ici des problèmes liés à l'endettement massif, qui forment un volet tout aussi important de la situation actuelle.

TANT VA LA CRUCHE A L'EAU QU'A LA FIN...

Le seul résultat de toute cette période spéculative, mis à part le trop réel appauvrissement de la population laborieuse, est, sans compter la décomposition des industries, une fragilisation extrême de tout l'appareil financier et commercial. Aux profits rapides ne peuvent

(suite page 2)

ESPAGNE A LA COLERE ET AU DEVELOPPEMENT DES LUTTES OUVRIERES, L'ETAT OPPOSE SES SYNDICATS ET SA POLICE

■ Depuis 84, le gouvernement "socialiste" de Gonzales impose à la classe ouvrière "restructuration" sur "reconversion" -avec des licenciements massifs qui succèdent à d'autres licenciements massifs- avec des blocages des salaires auxquels s'ajoutent des diminutions de plus en plus sévères des droits aux allocations de chômage, de santé, de retraite...

Il y a longtemps que, face à cette situation, mûrit la colère dans les rangs ouvriers, éclatant de manière sporadique, dispersée. Et quand le gouvernement "socialiste" annonce encore de nouveaux licenciements, les ouvriers passent à une riposte plus massive, plus unie, plus déterminée, exprimant une combativité à la hauteur des coups reçus.

Dans les chantiers navals de Puerto Real, à Cadix, les 1200 ouvriers se réunissent en Assemblée Générale à laquelle se joignent les chômeurs : ils se retrouvent 3000 pour partir en manifestation dans la rue. La Guardia Civil les attend. Un ouvrier meurt d'un infarctus avant l'affrontement. Sa mort redouble la colère des autres : pendant deux heures, des affrontements violents les opposent. Les ouvriers sont obligés de reculer dans le chantier. Ils seront dispersés après que la chaleur des bombes lacrymogènes ait provoqué un incendie dans le local où ils se sont réfugiés.

Les semaines suivantes, la police locale est renforcée par l'appel à la Réserve Générale de Coudou, les effectifs anti-troubles de Cadix, de Xéres, de San Fernando et de Puerto de Santa Maria : une armée.

Voilà ce qu'oppose le gouvernement "socialiste" aux ouvriers qui veulent défendre leurs conditions d'existence et aux chômeurs qui se reconnaissent dans leur lutte.

A Reinosa, où des licenciements sont annoncés dans l'usine Forjas y Aacero : là encore, la Guardia Civil intervient violemment contre la manifestation ouvrière. Les affrontements se succèdent, il y a un mort, les poumons brûlés par les gaz lacrymogènes, et 60 blessés. Les jours suivants, quand la Guardia Civil entre dans la ville de Reinosa, on bat le rappel, toute la population descend dans la rue. Il s'ensuit une bataille rangée qui dure toute la journée, d'une violence incroyable, de part et d'autre. Des gardes civils acculés dans une impasse sont forcés de se rendre aux manifestants en furie. Le lendemain, la Guardia Civil décide de "donner une leçon" à cette ville "turbulente", de la mater. Elle effec-

tue une ratonnade en règle, matraquant les passants, les emmenant dans leur caserne où elle les passe à tabac, lançant des bombes lacrymogènes dans les bars, les commerces, chez les particuliers.

Voilà ce qu'oppose le gouvernement "socialiste" aux ouvriers et à la population qui les soutient dans leur lutte.

A Santander : dans l'usine Fyesa, les ouvriers empêchent les camions d'entrer et sortir de l'entreprise. Là aussi, ils sont rapidement soutenus par d'autres ouvriers et chômeurs. La Guardia Civil intervient, arrête six jeunes sous ce double prétexte : ils ne font pas partie de la Fyesa, et surtout ils ont des canettes de bière vides dans leur voiture, donc ils sont susceptibles d'en faire des cocktails molotov.

Voilà ce qu'oppose le gouvernement "socialiste" aux ouvriers qui se solidarisent entre eux. Le libre arbitre, les arrestations, la répression violente avec deux morts, et en plus la calomnie : car c'est ceux-là même qu'il a exploités, jetés à la rue, privés de leurs droits qu'il accuse à travers sa presse d'être des auteurs de troubles, de faire de la "guerrilla urbaine" qu'il faut mater.

Ainsi agit le gouvernement "socialiste" quand les syndicats ne suffisent plus à empêcher le développement des luttes, leur élargissement, quand le besoin de s'unifier commence à prendre le pas sur la division et la dispersion organisée de manière systématique jusqu'ici.

Et dans ces affrontements, gouvernement et syndicats sont complices. Puisqu'ils ne peuvent s'opposer à la solidarité, au besoin de se regrouper qui commence à s'affirmer, ils essaient d'enfermer les ouvriers sur le seul terrain de l'affrontement, occultant la question unificatrice des licenciements. L'un lâchant ses chiens policiers l'autre poussant à l'affrontement : "Nous y retournerons mais sans les femmes et les enfants, ni assis" dit le délégué des mines du Leon des CCOO (1)

Car gouvernement et syndicats savent que les ouvriers s'épuiseront s'ils restent isolés.

Car ils doivent empêcher que se développe encore davantage la solidarité et l'unité qui existent à Reinosa, dans la région du Leon ou à Puerto Real.

Et il n'y a pas que dans le Leon, à Santander ou à Cadix que la combativité ouvrière s'exprime. Elle éclate à Oviedo, dans une usine de la métallurgie, à Palma de Mallorca à Spantax (transports aériens), à Madrid dans plusieurs secteurs.

A Iberia (transports aériens) la direction annonce que 500 contrats ne seront pas renouvelés. Tous les employés de la compagnie entrent en grève, personnel au sol et de l'air, techniciens. Ils commencent une grève du zèle reconductible. Les syndicats commencent les négociations avec la direction sur la question des salaires, occultant complètement la question des 500 licenciements. Au bout de trois semaines de grève sans résultat les employés, passant outre les consignes syndicales, occupent l'aéroport de Madrid avec la banderolle "occupation indéterminée...jusqu'aux licenciements". La direction cède le lendemain-même, tant sur la question de l'augmentation des salaires que sur les 500 licenciements.

Dans le secteur hospitalier, les médecins font grève. Malgré les tentatives de culpabilisation entreprises par la presse, malgré les manifestations organisées contre eux par le gouvernement, non seulement ils continuent la lutte, mais tout le corps infirmier (60 000 personnes) les rejoint.

Les syndicats ne sont pas arrivés à épuiser la détermination des ouvriers. Ils ne sont pas arrivés à les diviser par catégorie -techniciens - personnel au sol, ou médecins - infirmiers- comme ils avaient réussi à le faire jusqu'alors.

Mais ils ont réussi à ce que chaque lutte en cours, au même moment, dans la même ville, sur les mêmes questions, reste isolée de l'autre, à ce que chaque manifestation organisée pour un secteur ne le soit pas, le même jour que l'autre, de manière à ce que l'unité réalisée au niveau de l'entreprise, du secteur, ne s'élargisse pas aux autres entreprises, aux autres secteurs en lutte au même moment : Spantax (transports aériens), RENFE (chemins de fer), employés de la Sécurité Sociale, employés de l'Institut National de l'Emploi, Iberia et hospitaliers.

A Madrid, le gouvernement "socialiste" ne pouvait se permettre d'envoyer son armada policière. Et s'il recule momentanément dans certains cas, s'il compte sur la démoralisation due à l'isolement d'un secteur, dans d'autres il reviendra à la charge dans ses attaques économiques encore plus durement.

Un pas a été franchi en Espagne dans la concrétisation du besoin de l'unité ouvrière.

La dynamique enclenchée ne pourra continuer à se développer qu'en déjouant les manœuvres de divisions et d'isolement organisées par les syndicats, élargissant encore la lutte aux autres usines, aux autres secteurs pour être plus nombreux.

CL
22.5.87

(1) Syndicat du PCE.

VERS LES LUTTES MASSIVES EN R.F.A.

■ Ces trois derniers mois ont témoigné des premières réactions massives contre le chômage de la classe ouvrière allemande depuis les années 20 : manifestations de masse contre les licenciements, principalement dans la région de la Ruhr. Ces licenciements (30 000 dans la sidérurgie d'ici 88, et 16 000 dans les mines de charbon) sont les premières attaques massives et frontales contre une concentration majeure des ouvriers en Allemagne. Jusqu'à maintenant, la bourgeoisie allemande, tout en attaquant durement la classe ouvrière (le taux de chômage est officiellement de plus de deux millions de depuis 82, la dégradation des conditions de travail est très forte), a utilisé sa forte compétitivité pour éviter des attaques trop importantes risquant de mettre en danger sa relative stabilité sociale.

Cette réduction de la marge de manoeuvre de la bourgeoisie sur le plan économique en Allemagne crée actuellement une radicalisation de la lutte de classe dans le pays qui est, géographiquement, économiquement et politiquement, central en Europe. Dans ce contexte, cette accélération de la dégradation économique et des attaques contre la classe ouvrière en Allemagne marque un pas en avant dans la confrontation de classes au niveau mondial.

LES REACTIONS DE LA CLASSE OUVRIERE FACE A CE PREMIER ASSAULT D'ATTQUES FRONTALES.

Dès l'annonce des licenciements (actuellement aucun licenciement n'a encore été réalisé), la combativité des ouvriers s'est développée de façon beaucoup plus déterminée que jamais auparavant en Allemagne. Dans la région de la Ruhr, toute la classe ouvrière s'est sentie attaquée : pour donner une idée de la concentration ouvrière et des potentialités pour une lutte commune, pour la seule région de la Ruhr, toutes les principales compagnies sidérurgiques, Thyssen, Krupp, Klockner, Hoesch et Mannesmann ont annoncé des licenciements dans les villes suivantes : Rheinhausen, Duisburg, Oberhausen, Witten, Bochum, Hattingen et Dortmund : soit en moyenne une usine tous les 15 kilomètres. Et cela dans la même région où tombent les licenciements dans les mines et où il y a déjà 250.000 chômeurs.

Trois caractéristiques principales se sont surtout exprimées au cours de ces réactions : la réponse massive des ouvriers, la réponse simultanée de différents secteurs, et ceci sous la forme de manifestations de rue.

Par exemple, pour le seul mois de mars : manifestation de 25 000 ouvriers à Rheinhausen et dans la même semaine de 10.000 ouvriers à Maxhütte, une semaine au-

paravant, manifestation de 50.000 ouvriers à Oberhausen et le même jour de 10 000 ouvriers dans une cité (Hattingen) proche de 30 kms.

Dans toutes ces manifestations, la majeure partie des ouvriers industriels d'une même ville étaient ensemble dans la rue, mais il y avait aussi la tendance à ce que les ouvriers de villes voisines soient aussi présents, et, bien plus significatif encore, à ce que les ouvriers de plusieurs secteurs différents manifestent ensemble. Ainsi à Hattingen, 4000 ouvriers des usines sidérurgiques des villes voisines ont manifesté avec les ouvriers de la ville, à Oberhausen, ce sont les employés communaux qui ouvraient la manifestation devant les ouvriers sidérurgistes.

Ainsi, plusieurs des caractéristiques que connaissent déjà les luttes ouvrières dans les autres pays étaient présentes. Mais surtout, la question de l'unité et de la solidarité active était au centre des besoins exprimés par les ouvriers eux-mêmes.

LES PREMIERES MANOEUVRES DE LA BOURGEOISIE.

Pour la bourgeoisie, il ne faisait aucun doute que l'annonce des licenciements de masse allait provoquer une vague de réactions au sein de la classe ouvrière. Et elle a travaillé systématiquement et consciemment pour tenter de briser la force de cette première vague de résistance. Ainsi, alors que la réaction immédiate des ouvriers était de se retrouver ensemble dans la rue au niveau local, la bourgeoisie s'est employée avec la participation très active de l'ensemble de ses forces de gauche à diviser et à disperser ces réactions. Car cette tendance développée au niveau local risquait pour la bourgeoisie de se poser sur une échelle beaucoup plus grande : le danger d'une riposte commune de tous les ouvriers, tous secteurs confondus de toute une région.

Pour cela, elle a procédé en deux étapes : -présenter les manifestations ouvrières comme le produit d'une lutte locale "pour sauver sa ville", en noyant le caractère de classe de ce mouvement dans un mouvement interclassiste, de l'ensemble de la population derrière les mots d'ordre de "Rheinhausen ne veut pas mourir (etc)". Dans ce but, l'ensemble des fractions de gauche, le SPD, les verts, l'Eglise, le DGB, ont été à l'initiative avec le concours des mairies locales des "comités de citoyens" pour défendre "leurs cités".

-et en deuxième lieu, la bourgeoisie a organisé immédiatement après les manifestations une série incroyable d'actions "bidons". A chaque jour, son action. Et dont la principale caractéristique a été de devenir de

plus en plus minoritaires au fur et à mesure des jours et des "actions", et de plus en plus dégénérées en type d'action "publicitaire" : par exemple, organisation à Bonn de veillée pendant la nuit avec des torches allumées, à Henrichshütte-Hattingen, organisation d'une chaîne humaine de milliers d'ouvriers autour de l'usine sidérurgique, etc...

Aujourd'hui, la situation est telle qu'avec cette puissante offensive de la bourgeoisie, celle-ci est arrivée à briser la dynamique de cette première vague de réactions ouvrières massives. Si dans le début de cette première réaction, la bourgeoisie a pu profiter du manque d'expérience et dans une certaine mesure de la naïveté des ouvriers allemands pour les mobiliser dans des actions "bidons", aujourd'hui, il est un fait que de plus en plus d'ouvriers commencent à résister pour ne pas se laisser entraîner sans aucun esprit critique derrière n'importe quelle action "bidon". Si la bourgeoisie avec cela est momentanément arrivée à stopper les tendances à se mobiliser massivement dans la rue, ce n'est qu'une victoire à court terme. Car la classe ouvrière en Allemagne, comme dans les autres pays d'Europe, est entrée dans le processus de réflexion nécessaire pour développer les luttes ouvrières aujourd'hui : comment lutter, comment affronter le sabotage syndical.

Ce qui est marquant à l'heure actuelle, et significatif pour la classe ouvrière internationale, c'est la rapidité et l'extension de ce processus au sein d'une grande partie de la classe ouvrière, et ceci malgré son développement tardif par rapport aux autres pays d'Europe. Aussi la tâche principale pour la classe ouvrière en Allemagne dans la période présente est de tirer les leçons de cette première expérience, et ceci dans une perspective de développement de nouveaux conflits inévitables au moment où la bourgeoisie va chercher à mettre en pratique les autres licenciements, et attaquer la classe ouvrière avec de nouvelles mesures.

Bien plus encore que l'homogénéisation du niveau de l'accélération de la crise économique et des attaques portées contre l'ensemble de la classe ouvrière, la tendance à l'homogénéisation qui se développe dans les principaux pays d'Europe sur le niveau des luttes ouvrières et du développement de la conscience de classe est pleine de promesses pour la perspective d'unification du prolétariat mondial autour de ses fractions centrales en Europe.

L.A.

LUTTES OUVRIERES AU MEXIQUE

Nous publions ci-dessous des extraits d'un communiqué du "Collectif Communiste Alptraum" qui publie au Mexique la revue "Comunismo".

Nous regrettons de ne pas pouvoir publier intégralement ce texte fort intéressant à tous égards sur le développement de la lutte de classe dans le monde parce qu'il est beaucoup trop long. Ces extraits suffiront à donner aux lecteurs une idée de la situation du prolétariat au Mexique et de sa lutte largement occultée par les médias en Europe.

A TOUTES LES ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES DANS LE MONDE, AU PROLETARIAT INTERNATIONAL

■ La baisse importante des conditions de vie du prolétariat au Mexique, dans les trois dernières années, a atteint un point extrême au début de 1987. Pour donner une idée générale de la situation du prolétariat au Mexique, nous indiquerons quelques chiffres des statistiques bourgeoises :

- 6 millions de chômeurs, soit 19 % de la population active;
- 4 millions de "sous-emplois",
- les salaires, minimum légal, se sont réduits de 120 dollars mensuels en 1985 à 87 dollars en 1986. Plus de 50 % des salariés recevaient en 1986 le salaire minimum légal. Pour 1987, étant donné le processus d'accélération de la dévaluation et de la croissance du taux d'inflation (115 % annuel), la détérioration du salaire est encore plus grande pendant que le nombre de chômeurs ne fait que croître.

Ainsi, par exemple, la situation salariale des ouvriers du secteur de l'électricité est l'illustration de ce qui arrive dans le secteur public. Après avoir perçu en 1982 des salaires qui allaient jusqu'à 11,5 fois le salaire minimum légal, en 1987 ils ne recevaient plus que quatre fois le minimum légal.

L'inquiétude chez les travailleurs du secteur public était perceptible depuis l'année passée. La pression croissante des ouvriers pour que se négocient des salaires plus élevés, laissait prévoir aux syndicats du secteur public qu'il y aurait des mobilisations qui se développeraient en dehors d'eux.

En dépit des coups durs qui ont atteint le prolétariat à Dina, Renault et Fundidora de Monterrey (Fimosa) en 1986 et immédiatement après que se fut terminée la grève des étudiants à Mexico -lutte typique des classes moyennes et avec laquelle la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie ont tenté de donner au prolétariat une "leçon" sur les "bontés" de la démocratie bourgeoise- au milieu de la crise économique la plus aiguë de tous les temps qui touchait le district fédéral et les 4 départements qui l'entourent, cela signifiait toucher au nerf central de l'appareil productif, étant donné que c'est la zone industrielle et de concentration ouvrière la plus importante du pays.

La grève n'a duré que 5 jours seulement et les ouvriers ont été ramenés au travail sans rien obtenir. Mais dans ce bref laps de temps s'est dessinée plus nettement une série de tendances qui sont apparues dans les mobilisations actuelles du prolétariat, en Europe

principalement, et dont certaines d'entre elles étaient déjà en germe dans la lutte à Fimosa. Dans la grève de l'électricité, nous rencontrons la tendance à la lutte massive des ouvriers avec de fortes possibilités d'extension à d'autres secteurs du prolétariat, comme cela s'est manifesté en Belgique, en France et Espagne récemment.

A la différence de ce qui est arrivé à Dina, Renault et Fimosa, l'année dernière, où les conflits ont duré plus longtemps, la grève des électriciens a pris immédiatement un caractère politique. Deux heures avant l'éclatement de la grève, l'Etat, sur ordre présidentiel, a réquisitionné les installations de la Compagnie d'Electricité "pour sauvegarder l'intérêt national". Certaines installations de production de l'énergie électrique ont été occupées et gardées par la Force publique. L'armée était prête pour une intervention immédiate.

Devant le caractère clairement politique acquis par la grève, le syndicat a empêché les ouvriers d'installer, dans la majorité des cas, des piquets de grève et d'appeler les ouvriers non syndiqués ou des autres catégories (transformées par décret en "jaunes") qui étaient amenés à travailler à leur place, à se joindre aussi à la grève.

Les syndicats, qui sont plus étroitement et plus ouvertement liés à l'appareil de l'Etat ont plus de possibilité de perdre leur crédibilité aux yeux des ouvriers avec des actes aussi brutaux comme ceux qu'ils ont commis à Fimosa (14000 licenciements directs et 40000 indirects) ; pour cela, il y a la nécessité qu'entrent en jeu les tendances de la gauche du capital et les gauchistes pour maintenir l'ordre et reconduire la mobilisation sur le chemin de la "paix sociale".

Dans ce cas et contrairement à ce qui est arrivé à Fimosa, où les ouvriers étaient soumis par un syndicat clairement identifié par eux comme faisant partie de la structure étatique, le Syndicat mexicain des électriciens (SME) est un syndicat "démocratique" en plus d'être le pont entre le syndicalisme officiel et le syndicalisme de base ("de classe") animé par la gauche du capital et les gauchistes. Pour cela même, depuis la première minute de la grève, le syndicat a martelé les ouvriers avec l'idée que "l'organisation syndicale était en péril", raison pour laquelle il était nécessaire de se plier aux décisions du comité central du syndicat.

Les ouvriers se sont laissés littéralement conduire par ce que décidait le SME. Dans leur grande majorité, ils ont quitté les lieux de travail et se sont concentrés près de l'édifice syndical, immobilisés tout le temps pour "éviter la violence" et ont laissé le syndicat chercher la "solidarité"... des autres syndicats.

Le SME a fait exactement la même chose que les syndicats des conducteurs de motrices et des mineurs à Dina, Renault et Fimosa, enfermant les ouvriers dans le pire corporatisme, les isolant du reste des ouvriers et maintenant le conflit dans les strictes limites locales.

La seule marche qu'ont pu réaliser les électriciens avec la participation de centaines de milliers de personnes à Mexico, a réussi à concentrer de grands contingents d'électriciens provenant des quatre départements de la zone centrale. A cette marche se sont joints beaucoup de travailleurs du secteur public (métrô, Banque du Commerce Extérieur, téléphone, tramways,

agences de change, universités, etc..) et de l'industrie (confection) ainsi que de petits noyaux d'ouvriers d'entreprises moyennes (Brasserie Moctezuma, aciérie Ecatepec). A la marche se sont joints aussi des groupes d'habitants des quartiers marginaux et des lycéens. Face à la visible possibilité d'extension massive de la grève à d'autres secteurs, le Tribunal du Travail a déclaré, deux jours après la marche, que la grève était "inexistante", appelant les ouvriers à reprendre immédiatement le travail sous la menace de licenciements massifs. Le syndicat a obligé les ouvriers à reprendre le travail, en leur disant : "nous sommes respectueux de la loi". Quand le syndicat a dit cela à l'assemblée des ouvriers, les grévistes manifestaient leur mécontentement. Il y avait des cris de "traîtres" contre les dirigeants syndicaux. Mais toute cette colère s'est diluée dans la frustration et après dans la résignation. Seule une minorité d'ouvriers était capable de réagir contre le syndicat...

Pendant que l'Etat frappait les électriciens, les autres syndicats sabotaient toute tentative de mobilisation dans les autres secteurs. En trois occasions, ils ont empêché qu'éclatent des grèves dans des secteurs-clés, comme le téléphone, l'aéro-navale et les tramways de la ville. Secteur après secteur, les syndicats ont manipulé et se sont imposés aux travailleurs afin qu'ils acceptent la décision de l'Etat de n'accorder aucune augmentation du salaire général d'urgence.

Après avoir arrêté la grève des électriciens, il était visible que les ouvriers du téléphone entreraient dans la grève. Le syndicat a tenté de contenir jusqu'au bout l'éclatement de la grève, la "remettant" sans cesse à plus tard. Mais dans les assemblées syndicales, la détermination des ouvriers à s'engager dans la grève était ferme. L'Etat a appliqué alors la même tactique qu'il avait employée avec les électriciens : deux heures avant l'éclatement de la grève, il a réquisitionné l'entreprise et le syndicat a tout de suite fait entrer les ouvriers au travail.

L'Etat bourgeois a imposé sa politique salariale avec l'aide des syndicats, brisant la résistance des ouvriers et retenant les tendances vers la massivité, extension et simultanéité.

Le mouvement de résistance aux mesures salariales du capital qu'ont réussi à mener les électriciens, avec toutes ses limites, comme le corporatisme, la confiance encore dans les syndicats et le manque de confiance dans ses propres forces, l'isolement et le grand poids de l'idéologie bourgeoise nationaliste qui pesait sur eux, était très important car il a montré aux ouvriers que la lutte pour les revendications économiques se transforme inévitablement en un mouvement politique étant donné l'inexorabilité de l'affrontement avec l'Etat bourgeois. Il leur a montré aussi qu'il existe une tendance vers la grève de masse où les possibilités de l'extension du mouvement vers d'autres secteurs sont chaque fois plus évidentes.

Comunismo

Mexico avril 87

L'EXTREME-GAUCHE DU CAPITAL LIVRE LES OUVRIERS A LA BOUCHERIE IMPERIALISTE

Le soulèvement ouvrier de mai 1937 à Barcelone marqua la fin du mouvement de résistance au cours vers la guerre que la bourgeoisie avait déchaîné sur le monde en 1939. Dans l'article publié en juillet 1986 sur 1936 "Toute la gauche livre les ouvriers au massacre", (R.I. No 146), nous avons vu comment toute la gauche de la bourgeoisie (PC et PS) et son extrême-gauche (CNT-FAI, POUM) avaient largement oeuvré pour désarmer le mouvement durant toutes les années qui précédèrent le coup d'Etat militaire destiné à mettre un point final au "désordre social".

Il est particulièrement important de faire la lumière sur la réelle nature de classe des organisations gauchistes, dont le langage radical tente d'autant plus d'imiter celui du prolétariat que les forces de gauche sont démystifiées par celui-ci. Alors que la nature bourgeoise des PC et PS est de plus en plus évidente, le capital en est réduit à mobiliser ses forces gauchistes pour tenter de contrer le développement de la conscience de classe dans l'ensemble de la classe.

L'ennemi est là particulièrement dangereux, dans la mesure où il semble reprendre à son compte la critique que fait la classe ouvrière des forces classiques d'encaissement de la bourgeoisie. Il est particulièrement dangereux dans la mesure où il se proclame lui-même le défenseur des idées révolutionnaires contre vents et marées, où il se réclame des combats ouvriers authentiques contre le capital. Cela ne doit pas nous cacher la part qu'ils ont prise dans l'échec de ses combats, et qui portent la responsabilité première d'avoir tendu les pièges par lesquels la bourgeoisie a pu se donner les moyens de désarmer la classe avant de la réprimer. Nous ne tombons pas dans l'erreur de confondre les organisations gauchistes et les militants ouvriers qui sont les premières victimes de leur idéologie; combien de militants sincères, dévoués à la classe ouvrière, se sont laissés entraîner par les chants de sirène des mystifications "radicales" du gauchisme ! C'est justement ceux-là, qui en ont été physiquement les premières victimes, qui servent de caution aux idéologies dont ils ont été les proies.

Dans l'article qui suit, nous prenons l'exemple historique de la CNT-FAI pour mettre en évidence le double langage des gauchistes. Comment les anarchistes ont, peu à peu, abandonné tous les principes qu'ils clonnaient alors qu'ils étaient encore marginalisés, dès que le prolétariat a commencé à être un réel danger pour les desseins de la classe dominante. Comment ils se sont bâtis une auréole de toute pièce sur le massacre de milliers d'ouvriers, dont une grande partie leur vouait une confiance aveugle. C'est sur les cadavres et les souffrances de ses propres militants, qu'il a conduit directement au massacre et à la défaite, que l'anarchisme -et le gauchisme en général- se créent un statut de martyr que la bourgeoisie compte bien réutiliser dans les combats d'aujourd'hui.

LE 19 JUILLET 1936

Le 17 juillet 1936, deux ans après le massacre des prolétaires aux Asturies, Franco tente le coup d'Etat, et c'est le soulèvement militaire au Maroc espagnol, qui, théoriquement, doit être suivi le 19 par le soulèvement militaire dans toutes les garnisons d'Espagne.

Le 19 juillet 1936, à Barcelone, le prolétariat entier est dans la rue, prend des casernes d'assaut, fraternise avec d'autres, s'arme au fur et à mesure que la situation évolue à son avantage. Le "pronunciamiento" a échoué, la Generalidad de Catalogne est complètement débordée et s'efface devant la poussée ouvrière. Celle-ci constitue des milices qui se chargent de nettoyer la ville ; les armes à la main, elle pose ses revendications de classe et commence les expropriations d'entreprises ; le 20, la CNT proclame la grève générale.

Les militants de la CNT jouent un rôle très important dans cette période. Companys, président de la Generalidad, félicite le syndicat libertaire pour sa victoire, lui qui, quelques jours plus tôt, lui REFUSAIT DES ARMES ; reconnaissant le pouvoir des ouvriers comme le seul existant réellement en Catalogne, il propose une alliance entre la Generalidad et la CNT, faute de quoi il ne lui reste qu'à démissionner. La CNT, mise au pied du mur, maîtresse de la ville et de la région, ... accepte le compromis !

"Nous pouvions être seuls, imposer notre volonté absolue, déclarer caduque la Generalidad et imposer à sa place le véritable pouvoir du peuple, mais nous ne croyions pas à la dictature quand elle s'exerçait contre nous et nous ne la désirions pas quand nous pouvions l'exercer nous mêmes aux dépens des autres. La Generalidad resterait avec d'autres, avec le président Companys à sa tête, et les forces populaires s'organiseraient en milices pour continuer la lutte pour la libération de l'Espagne. Ainsi naquit le comité central des milices antifascistes de Catalogne (CC) où nous fîmes entrer tous les secteurs politiques, libéraux, des ouvriers". (Santillan, leader de la CNT, "Por que perdimos la guerra?"). La composition de ce CC va des anarchistes au préfet de Barcelone en passant par le POUM et les délégués de la Generalidad.

La CNT se trouve pour la première fois à la tête d'un mouvement qui éclipse réellement le gouvernement dans une région entière, la plus riche d'Espagne qui plus est. Les chances de survie du gouvernement représenté par la Generalidad dépendent totalement de l'orientation que la CNT va donner à la lutte ; c'est dire que les intérêts du prolétariat, inversement, dépendent aussi de celle-ci. Le souffle révolutionnaire qui anime la classe dans les premiers jours de juillet 36 grâce en partie au dévouement et aux sacrifices de militants anarchistes qui ne s'épargnèrent pas dans ces moments historiques, ne pouvait se développer que par la poursuite de la lutte engagée sur un terrain de classe contre le capital : destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, instauration d'un pouvoir basé sur les Conseils, main-mise sur

l'appareil bancaire. Ces mesures conscientes étaient les conséquences objectives des mesures déjà prises spontanément : armement du prolétariat, liquidation de l'appareil militaire et policier de l'Etat, expropriations.

Et c'est le moment que choisissent les anti-étatistes pour collaborer avec le gouvernement républicain, donnant ainsi à la bourgeoisie un gage exemplaire de la respectabilité de l'idéal anarchiste. De fait, la CNT-FAI contribua objectivement à restaurer la dictature capitaliste, cautionnant ainsi l'Etat bourgeois et l'aidant à retrouver les moyens de contrôler la situation. Ce premier baiser de paix ne faisait qu'augurer des futures étreintes amoureuses entre la CNT et l'Etat.

Miraculeusement sauf, celui-ci entreprend immédiatement de reprendre les choses en mains et y parvient en quelques mois grâce à la militarisation des milices et de la production.

LA MILITARISATION DES MILICES

Les milices sont donc centralisées par le gouvernement et rapidement envoyées sur le front militaire pour servir de chair à canon. Par l'intermédiaire de la CNT et du POUM, la bourgeoisie fait croire aux miliciens qu'ils vont se battre pour protéger la "révolution" qui s'achève à l'arrière. Ce faisant, elle pousse le prolétariat hors du terrain de la lutte sociale vers celui de la guerre militaire entre fractions de la bourgeoisie. Le 25 août, le plénum de la CNT, adoptant le mot d'ordre "toutes les armes sur le front", conclut un accord sur le désarmement de 60 % des miliciens à l'arrière, accord qu'elle se charge de faire respecter si besoin est.

Le 26 septembre est un grand jour pour la bourgeoisie catalane : les manipulations de Companys aboutissent à la formation d'un gouvernement de la Generalidad auquel participent CNT et POUM. Le rôle des organismes ouvriers issus du 19 juillet est réduit à celui d'auxiliaires, d'exécutants. Pour justifier cette volte-face, Santillan déclare : "Tout pour obtenir l'armement et l'aide financière pour le succès de notre guerre". Et "Solidaridad Obrera" explique naïvement le 27 : *"il n'était plus possible pour le bien de la révolution et pour l'avenir de la classe ouvrière que persistât la dualité du pouvoir."* Ainsi sont présentés tous les reculs du mouvement ouvrier, comme des pas en avant de la révolution en marche vers le communisme-libertaire. Le 1er octobre, se dissout le CC des milices et, le 9, un décret approuvé par les ministres de la CNT en Catalogne et le POUM abolit *"les comités locaux et tous les organismes qui ont pu être constitués pour abattre le mouvement de rebelles."* Le baiser de paix de juillet s'est converti en fiançailles. Le gouvernement central de Madrid respire : les anarchistes rentreront bientôt au gouvernement Caballero, qu'ils soutiennent déjà officiellement, depuis le 4 novembre, par la présence de leurs délégués dans les ministères.

Le 10 octobre est publié le décret militarisant les milices. Les comités nationaux de la CNT envoient aux fronts des délégués qui s'efforcent de convaincre les miliciens de l'urgence de cette mesure, alors qu'ils avaient fait de l'antimilitarisation un de leurs mots d'ordre. Quelques unités de miliciens rebelles seront rapidement raisonnées par la raison d'Etat.

"Pour chaque bain de sang prolétarien, la bourgeoisie fera un pas vers la gauche" (Bilan n°36). Si la prise de Badajoz par les "nationalistes" le 14 août et celle d'Irun le 5 septembre ont été la cause directe de la mise en place du gouvernement de Front populaire soutenu par les libertaires, de nouveaux revers militaires et la menace sur Madrid forcent les dernières pudeurs de la CNT et provoquent son entrée au gouvernement remanié du 4 octobre. Pour la CNT : *"...les circonstances ont changé la nature de l'Etat espagnol. Il a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière, de même que l'Etat n'est plus l'organisme qui divise la société en classes"* (Santillan, le 13 septembre). Ainsi, les noces de la CNT avec l'Etat entrèrent-elles dans l'histoire des amours célèbres.

L'Etat n'a jamais été un organisme qui divise la société en classe. Il est le produit de cette division de la société, et son rôle a toujours été de défendre les intérêts de la classe dominante contre les autres, en particulier contre la classe révolutionnaire. Dans la période de décadence du système capitaliste, de guerre et de révolution, la participation "d'organisations ouvrières" à l'appareil bourgeois ne change pas la nature de l'Etat, elle révèle la vraie nature de classe de ces organisations : sociologiquement ouvrières, phraséologiquement radicales, profondément bourgeoises dans les actes. La CNT au gouvernement, voilà la dernière touche de la bourgeoisie pour que le prolétariat abandonne ses revendications et son combat de classe, pour qu'il cède à l'illusion d'intérêts communs avec ses ennemis mortels et, en fin de compte, se livre pieds et poings liés à ses bourreaux. Voilà ce que contiennent les inepties anarchistes sur l'Etat, voilà à quoi elles ont conduit dans la pratique, voilà là la dot qu'a portée la CNT dans sa corbeille de mariage.

Le mot d'ordre CNTiste "tous à l'usine ou au front" est avant tout celui de l'Etat, et celui-ci se renforce dans la seule mesure où les ouvriers quittent le terrain de leur lutte politique pour se diriger vers celui de la guerre. Si la classe ouvrière refuse la mobilisation militaire, il faut lui donner l'illusion que c'est elle qui mène la lutte militaire contre le fascisme. Les échecs militaires, les saignées dans les rangs prolétariens, se chargeront sur ce terrain d'imposer la militarisation des milices, et leur liquidation. La CNT joue un rôle capital dans cette mystification car en se refusant à attaquer l'appareil d'Etat bourgeois, "au nom des principes anti-autoritaires" elle va se trouver amenée, de concession en

concession, à participer de plus en plus directement à la politique de celui-ci, jusqu'à y accepter des postes ministériels, consacrant ainsi toute la politique anti-ouvrière menée depuis juillet. Sur le même plan, puisque la classe ouvrière refuse la surexploitation du capital, il faut lui donner l'illusion qu'elle maîtrise la production pour lui faire consentir les sacrifices de l'économie de guerre. C'est encore la CNT qui se charge de la besogne en faisant accepter aux ouvriers au nom de la sacro-sainte autogestion des sacrifices qu'ils n'auraient jamais acceptés sans lutter de la part d'un patron.

Pour être prolétarienne, la lutte des ouvriers doit se diriger, par tous les organismes qu'ils créent, contre l'Etat. Faute de quoi, le capital reprend le contrôle de la situation et ces mêmes organismes sont tournés contre la classe. Ainsi, alors que les milices ouvrières spontanément créées sont des organismes authentiquement prolétariens, ils deviennent des instruments de contrôle sur la classe par l'Etat dès que le CC des milices est mis en place ; l'envoi des milices au front, et, plus tard, leurs militarisations en découlent. Les expropriations spontanées étaient des mesures ouvrières, elles deviennent des instruments de contrôle de l'Etat quand est créée, à l'initiative de la Generalidad et de la CNT, le Conseil Central de l'Economie de Catalogne (le 11/8), qui militarise l'industrie et interdit grèves et revendications "pendant que nous sommes en guerre".

L'attaque politique contre le prolétariat est on ne peut plus manifeste ; en quelques mois, la bourgeoisie est parvenue à militariser les milices ouvrières, à militariser la production et à interdire les grèves, à mobiliser le gros des armes vers le front anti-fasciste. La CNT est parvenue à appliquer le mot d'ordre avancé par son "héros Durruti" : "renoncez à tout sauf à la victoire".

LES JOURNEES DE MAI

Il ne reste qu'à désarmer totalement les forces ouvrières dans les grandes concentrations industrielles. Au lieu de l'insurrection ouvrière de juillet 36, Barcelone va être l'estocade portée au prolétariat. Les forces du Front populaire se déchaînent contre le bastion prolétarien affaibli par des mois de guerre et de privation. La bataille dure trois jours, la ville se couvre de barricades... Les ouvriers restent maîtres de la ville au prix d'énormes pertes.

L'Etat et son représentant local, la Generalidad, ont été surpris par l'ampleur de la résistance ouvrière. Companys est obligé de "désapprouver" le commissaire à l'Ordre Public qui a commandé le coup de force, et il tente de passer des accords avec la CNT-FAI : "Cessez-le-feu et statu-quo militaire", retrait des policiers et des civils armés. Maîtres de la ville, les ouvriers s'attendent à du renfort des divisions contrôlées par la CNT et au soutien et à des orientations de leurs dirigeants anarchistes ou poumistes : le rapport de force est désormais clair. Le soutien de la CNT et du POUM vint sous la forme de deux ministres - Garcia Oliver et Federica Montseny qui entreprirent de "réconcilier les frères". Garcia Oliver s'offrit le ridicule d'envoyer des baisers aux gardes d'assaut qui avaient mené la répression. Alors que les ouvriers sont fusillés et exécutés, ils leur demandent de "déposer leurs armes et d'embrasser comme des frères" leurs bourreaux !

Suite aux événements d'Espagne de 1873, Engels remarquait que : "les bakouninistes furent forcés, dès qu'ils se trouvèrent en face d'une véritable situation révolutionnaire, de jeter par dessus bord tout leur programme antérieur". Cette remarque pourrait aussi bien s'appliquer mot pour mot aux événements d'Espagne de 1936-37. Si Engels pouvait dire que : "...les bakouninistes nous ont donné, en Espagne, un exemple insurpassable de la façon dont on ne doit pas faire la révolution", la classe ouvrière aujourd'hui doit tirer comme leçons des événements de 36-37 que les anarchistes ont montré de façon éclatante à la bourgeoisie comment on défait le mouvement ouvrier, comment on le désarme pour l'envoyer mourir sous le drapeau du capital. On peut affirmer aujourd'hui, en paraphrasant Engels, que les anarchistes et les gauchistes ont donné à la bourgeoisie un exemple parfait de la façon dont on réprime le mouvement ouvrier.

Les forces d'extrême-gauche de la bourgeoisie n'ont pas disparu avec la CNT et le POUM. Les anarchistes et les trotskystes principalement se tiennent prêts à embriquer dans les troupes d'élite de la contre-révolution. Radicaux en paroles toujours, radicaux en actes tant qu'ils sont marginalisés, ils redeviennent ce qu'ils ont toujours été aux moments cruciaux du conflit entre les classes : les chiens de garde de la classe dominante. Et pour pouvoir accomplir leur besogne, ils n'hésiteront pas - ils s'y appliquent déjà - à reprendre à leur compte tous les pas en avant que fait le prolétariat dans le chemin de son émancipation. Verbalement ils se montrent toujours les plus radicaux : ils ne se font les champions de la critique faite par la classe aux syndicats que pour réintroduire ceux-ci par le biais du syndicalisme de base ou "révolutionnaire". Ils ne se font les champions de l'antiparlémarisme que dans la mesure où les ouvriers se dégagent de la mystification électorale et pour la réintroduire au nom de la lutte contre "le principal ennemi", le fascisme.

Voilà pourquoi - et l'exemple de la guerre d'Espagne nous éclaire sur ce processus - les gauchistes agissent dans la lutte de classe et voilà leur but : désarmer le prolétariat, le livrer pieds et poings liés à la répression et ainsi permettre au capital de pouvoir envisager sa solution à la crise : la guerre mondiale.

Moro

CNT : Confédération Nationale du Travail;
FAI : Fédération Anarchiste Ibérique;
POUM : Parti Ouvrier d'Unification Marxiste.

LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

(suite de la page 3)

Pire : les animateurs libertaires du comité de chômeurs de Lyon-La Croix Rousse, appellent les chômeurs à adhérer à des actions directement lancées par la bourgeoisie sur son propre terrain, en les entraînant à la remorque du PS et de "SOS-racisme", dans des manifestations "contre Le Pen" et dans la formation de "comités anti-fascistes", alors que le comité s'avère incapable d'assumer la moindre prise en charge d'une liaison avec "SOS chômeurs" de Venissieux, un autre comité de chômeurs de la région !

En mélangeant les genres, en entretenant les pires confusions permanentes sur les buts de ces regroupements et en noyant sous un amas de propositions hétérogènes les moyens réels de lutte dont les chômeurs peuvent disposer, sous couvert d'entraide et d'assistance mutuelle, toute "autogérée" qu'elle soit (1), en semblant partir de préoccupations réelles, gauchistes et syndicalistes de base ne font que détourner la volonté de lutte des chômeurs pour les replacer en situation d'éternels assistés, en cherchant à leur faire accepter leur condition de chômeurs comme une fatalité.

-contre leur unification.

Par rapport au besoin primordial d'ouverture de la lutte des chômeurs sur l'ensemble de leur classe, le compte-rendu de la rencontre de Sedan, "Les chômeurs prennent la parole" est rempli de déclarations d'intention grandiloquentes : "Brisons l'isolement", "il faut s'unir pour résister", "il faut réaliser l'unité la plus large possible", ; il s'est baptisé d'ailleurs pompeusement "Bulletin du Collectif d'initiatives pour l'unité des chômeurs et des précaires" (2). Mais, en fait, alors que, lors de la rencontre, le bilan d'activités faisait mention de l'incapacité des chômeurs d'intervenir au moment de la lutte à la SNCF et que la question de "faire des trucs" avec les ouvriers actifs était platoniquement évoquée, seuls les éléments de l'ex-comité de Toulouse ont pris la parole pour poser la question du lien nécessaire et vital entre chômeurs et travailleurs à travers leur propre expérience et leur propre bilan (3). Toutes les propositions d'activité allant dans le sens du lien entre ouvriers au chômage et ouvriers en activité, notamment lors des interventions du CCI, seul groupe politique à s'être présenté ouvertement, ont été délibérément écartées du débat, comme elles ont été soigneusement éliminées du compte-rendu de la rencontre. La réponse fournie pour cela : "on ne peut pas faire de la propagande pour une grande idée d'unité, tant que ne s'est pas faite la démonstration de la solidarité concrète entre chômeurs", rappelait étrangement la réponse des militants de LO le 29 décembre dernier à la Mutualité lors de la première réunion de la coordination des cheminots dans la grève de la SNCF à un postier qui mettait en avant la nécessité d'étendre la lutte à d'autres secteurs (v. article p.8). "Ce n'est pas le bon moment" : voilà la recette des gauchistes et des syndicalistes de base pour empêcher la lutte de s'étendre, pour détourner les ouvriers de la réalité que toute lutte ouvrière est la lutte de toute la classe ouvrière, que ce n'est jamais un problème de catégorie, de secteur, de corporation.

Par contre, on perd toute réticence dès qu'il s'agit "d'établir des liens avec les "organisations ouvrières"", avec d'autres encadreurs de la classe ouvrière, comme le réclamaient les éléments anarchisants présents à Sedan. Surtout, on n'hésite pas à demander autour d'un manifeste qui réclame "un minimum social garanti pour les chômeurs" (pas au nom de la lutte, mais en s'appuyant sur la législation bourgeoise, la déclaration des droits de l'homme et la constitution française de 1946!) aux chômeurs d'aller quémander "une alliance à tous les hommes politiques ouverts et aux intellectuels"! Rappelons-nous que Pagat avait déjà produit un texte similaire et avancé la même démarche pour la manifestation des chômeurs du 30 mars 85 ! Il ne s'agit que de dévier les chômeurs sur un terrain bourgeois, celui de la recherche du "soutien" matériel ou financier de la bourgeoisie, au détriment direct de la véritable solidarité ouvrière, qui ne peut être que la solidarité active des autres ouvriers dans et par la lutte.

Avec une autre phraséologie, plus radicale, mieux adaptée à la volonté de lutte actuellement présente

chez les chômeurs comme dans le reste de la classe ouvrière, gauchistes et syndicalistes de base poursuivent le même objectif que les Pagat, Vergely, abbé Pierre ou les restaurants du cœur : isoler les chômeurs du reste de leur classe, les enfermer sur des problèmes spécifiques de "chômeurs", favoriser leur repli sur eux-mêmes et finalement, en châtiant leur lutte, les étouffer dans leur misère et leur exploitation. Ce sont les mêmes manoeuvres, les mêmes pièges qu'ils déploient, en jouant un rôle de plus en plus important, aux côtés des autres organes d'encadrement des ouvriers, dans les usines, au sein des autres luttes de la classe, contre l'unification des luttes ouvrières.

-contre leur organisation.

Quand ils parlent de prise en mains et d'organisation de la lutte, ils apportent les mêmes fausses réponses aux ouvriers. Ils ont plein la bouche de "lutte autonome", d'"autogestion", mais dans la pratique :

-soit ils poussent les chômeurs purement et simplement à réintégrer les syndicats de chômeurs : à Sedan, il y avait plusieurs partisans d'une politique d'"entrisme" et de "redressement" de la FNC de Vergely (certains y sont d'ailleurs parallèlement affiliés) ; à Clermont-Ferrand, la LCR a effectué des tentatives pour faire adhérer le comité de chômeurs au syndicat de Pagat et elle incite tout au moins, partout où elle le peut, les chômeurs à s'engager à des "actions communes" avec lui à un niveau régional ;

-soit ils polarisent les débats sur un terrain pourri comme celui sur la "centralisation" ou non des comités, manoeuvre déjà éprouvée dans d'autres pays, par exemple lors de la conférence nationale des chômeurs en Allemagne à Göttingen de décembre 85 (voir RI 142). Ils prétendent qu'ils laissent les chômeurs s'organiser alors qu'ils ne leur donnent que le choix suivant : ou on forge de toutes pièces une structure qui ne sert qu'à figer des perspectives formelles, proposant par exemple l'échéance d'un prochain congrès de chômeurs un an plus tard lors de la journée d'action des chômeurs de Cologne en novembre 86 (voir RI 154), ou encore fixant la publication régulière d'un bulletin (Sedan), l'un comme l'autre évitant de définir la moindre perspective d'orientation, en laissant s'installer s'installer la pratique du n'importe quoi, permettant toutes les magouilles des dirigeants auto-proclamés du comité. Ou bien, sur le mode libertaire du comité de Lyon, on préconise un mode de fonctionnement baptisé de "démocratie directe", "sans bureau ni secrétariat", où chacun fait ce qu'il veut et qui entraîne une irresponsabilité totale quant à un fonctionnement collectif et régulier.

La prise en charge réelle et l'organisation de la lutte des chômeurs implique une toute autre démarche, une toute autre activité, un tout autre fonctionnement : "De même que dans les usines, c'est l'assemblée générale des ouvriers en lutte qui doit prendre en charge la conduite et l'organisation de l'action et de son extension, c'est l'assemblée générale de tous les ouvriers regroupés dans les comités ouverts à tous qui est souveraine, qui doit décider des actions à mener, de l'organisation de celles-ci. De même que dans les usines, les comités de grève doivent être élus par l'assemblée générale, responsables devant elle et révocables à tout moment, dans les comités, quiconque est désigné pour accomplir telle ou telle responsabilité particulière, de contact, de coordination, d'organisation, doit être élu aussi par l'assemblée générale du comité, responsable devant elle et révocable à tout moment. Les comités ne sont pas des syndicats, ils ne doivent pas essayer de le devenir, en adoptant leur mode de fonctionnement avec des "permanents", des cotisations régulières et des cartes d'adhérents. C'est à cette condition qu'ils resteront des organismes vivants de la classe ouvrière et de sa lutte et ne deviendront pas des nouveaux rouages de l'Etat pour encadrer les ouvriers et disperser, isoler, saboter leurs luttes".

(Manifeste du CCI sur le problème du chômage) YD

(1) Certains en matière de partage et de gestion de la misère et de renforcement de l'exploitation parviennent à des sommets de raffinement avec la proposition de faire payer "les plus privilégiés" (les travailleurs précaires) pour alimenter les caisses de l'association !
(2) Bulletin No 1 du Collectif disponible sur commande : écrire à "Chômeurs en colère", 7 avenue de la Forêt Noire 67 000 Strasbourg.
(3) Bilan du comité "Chômeurs-Travailleurs" (Mars 85-Juin 86) BP No 2367, 31 022 Toulouse Cedex.

Souscriptions

Paris (Paris) : 100 F ; CH : 100 F ; DS (Pau) : 1500 F.
Nous tenons tout particulièrement à remercier le camarade DS (Pau) pour sa souscription à notre presse. Cette rubrique s'est développée amplement depuis deux ans, notre appel a été largement entendu par nos lecteurs et sympathisants. C'est un encouragement à poursuivre notre travail et une réelle aide financière pour notre organisation.
TOULOUSE : (RP du 25.4.87)
Paris : 100 F ; Ra : 50 F ; B : 50 F ; J : 50 F ; P : 50 F.
TOTAL : 2000 F
TOTAL GENERAL : 4505,50 F

PUBLICATIONS

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581, 75027 PARIS Cedex 01 FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581 75027 PARIS CEDEX 01
FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 90 F ETRANGER : 90 F PAR AVION : 150F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 65 F ETRANGER : 65 F PAR AVION : 80 F
ABONNEMENT COUPLE (JOURNAL + REVUE) :
FRANCE : 150 F ETRANGER : 150 F PAR AVION : 150F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal à l'ordre de **R.I., CCP 202 3302 X PARIS**

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- Journal RI : abonnement à 3 : 110 F ; à 5 : 160 F.
- Revue internationale : abonnement à 2 : 70 F ; à 3 : 100 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
PLATE-FORME DE REVOLUTION INTERNATIONALE
10 F + 3 F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
10 F + 3 F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE : 10 F + 3 F
SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)
10 F + 3 F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
10 F + 3 F
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20 F + 6 F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30 F + 12 F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 9, Cité Beauharnais, 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème

**LE TROTSKISME, REVOLUTIONNAIRE EN PAROLE,
CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DANS LES FAITS**

BORDEAUX :
Réunion publique le 27 juin à 17h au Café des Arts, 138 cours Victor Hugo. Au comptoir, demander la réunion publique de RI (Revue Internationale).

CLERMONT-FERRAND :
Réunion publique le 26 juin à 20h30, ancien lycée Blaise Pascal, 3, rue Maréchal Joffre.

GRENOBLE :
Réunion publique le 12 juin à 18h30 au 6, rue Hector Berlioz

LILLE :
Permanence le 20 juin de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse tous les 1er et 3ème dimanches du mois, au marché de Wazemmes.

LYON :
Réunion publique le 26 juin à 21h, à Majo, impasse Métal. Villeurbanne, métro République.
Permanence le 30 juin à 18h, au café "La Brioché", 6, rue de la Barre -2ème-, métro Bellecour.
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le dimanche 21 juin à partir de 11h30.

MARSEILLE :
Réunion publique le 26 juin à 21h, au 205 rue Sainte Cécile -13005-
Permanence le 10 juin de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4, cours Joseph Thierry. -13001-

NANTES :
Réunion publique le 20 juin à 17h, au 14 rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier.
Permanence le 3 juin, à la même adresse.
Diffusion au marché de la Petite Hollande les 6 juin et 4 juillet de 10h30 à 11h30.

PARIS :
Réunion publique le samedi 13 juin à 17h au 27 avenue de Choisy, métro Porte de Choisy.
Permanence le 11 juillet de 17h à 19h, même adresse.

TOULOUSE :
Réunion publique le 26 juin à 21h, rendez-vous devant l'entrée du Géant Casino, Pont des Demoiselles.
Permanences tous les vendredis, sauf celui de la RP à 18h 30 au café "Le Colbert", avenue St Exupéry.
Vente de la presse les 2ème et 4ème dimanches du mois de 11h à 12h30 au marché aux légumes (place Jeanne d'Arc) et le 2ème dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux puces, place St Sernin.

TOURS :
Permanence le 27 juin à 17h à la Faculté des Lettres, Quai de la Loire. Rendez-vous devant la salle des Tanneurs à Tours.

'LUTTE OUVRIERE'

UN MASQUE "OUVRIER" ET "REVOLUTIONNAIRE" POUR MIEUX PARTICIPER AU SABOTAGE DES LUTTES OUVRIERES

Lutte Ouvrière soutient toujours la gauche du capitalisme, même si des critiques "dures" sont souvent mises en avant. Lutte Ouvrière se veut le garant de la "vraie gauche" comme si la gauche représentait les intérêts des ouvriers. On se rappelle que sa potiche Arlette Laguiller "voix sincère dans le concert de la bande des 4" s'était si bien faite le porte-parole de la gauche qu'elle n'en avait point oublié d'appeler à voter au deuxième tour en faveur des deux principaux partis qui allaient conduire l'austérité contre les ouvriers pendant plusieurs années à la place de la droite : ie PS et le PCF (1).

On se souvient que LO, comme les autres petits partis trotskystes, même sous des airs critiques, épaula "l'état de grâce" de Monsieur Mitterrand, dédouanant ainsi l'Etat, en accusant (à l'unisson souvent du PC et du PS) la droite de la responsabilité des licenciements et de la flambée des prix, alors que c'était bien la gauche le principal patron (articles de LO de 81 et 82). Un court moment déboussolé par le départ du PC en 1984 du gouvernement -celui-ci faisant à son tour des critiques "dures" comme LO au gouvernement PS-, LO finit par s'en féliciter. Arlette écrit même que le PC est "celui qui peut changer le plus de choses dans le pays" (9-2-85) servant ici à recrédibiliser ce dernier, après son départ du gouvernement, auprès des ouvriers en colère, au nom du fait que "le PC a toujours une base ouvrière" !

Ce sale boulot d'aide au PCF, saboteur professionnel de la lutte de classe, n'est qu'une tentative de faire oublier qu'au fond il venait de se révéler comme en 1947 comme un sincère gestionnaire du capitalisme et de l'exploitation des ouvriers; passons l'éponge : "...si le PCF, après avoir été pendant trois ans parti de gouvernement, veut s'affirmer comme le parti des luttes, tant mieux (LO n°903)... " (2).

Le sale travail des trotskystes ne se limite pas à leur traditionnel "soutien critique" à la gauche du capital, et à leur fonction de rabatteurs des syndicats, ces spécialistes du sabotage des luttes. De plus en plus, il s'agit pour eux de "monter eux-mêmes au front", afin de jouer sur le terrain, au sein même des luttes, le rôle que les syndicats "officiels" ont de plus en plus de difficultés à tenir. C'est à cette tâche là qu'on a vu LO s'atteler activement tout au long de la grève de la SNCF de l'hiver dernier.

Face à l'énorme combativité des cheminots, face à la détermination des ouvriers de prendre l'initiative de la lutte et de ne pas laisser les syndicats en reprendre le contrôle, face à leur volonté de prendre en charge eux-mêmes l'organisation et l'élargissement de la lutte et dans un contexte où les syndicats "officiels" étaient complètement en dehors du coup, on a vu les trotskystes -LO, LCR- "coller" de toutes leurs forces au mouvement, afin de mieux le saboter de l'intérieur. Pour cela, ils étaient prêts à surenchérir de radicalisme verbal, quitte à se désolidariser en paroles de leurs "grands frères" du PC, de la CGT et de la CFDT. Pour cela, ils étaient prêts à reprendre à leur compte la volonté de prise en mains de la lutte par les ouvriers eux-mêmes, allant même jusqu'à précipiter la création de la "coordination intercatégorielle d'Ivry", prenant ainsi les devants des besoins de centralisation du mouvement, ce qui a permis d'empêcher que cette coordination soit réellement sous le contrôle des AG de grévistes. Finalement, ce qu'on a vu dans les faits, c'est un véritable partage du travail entre syndicats officiels et trotskystes visant un seul et même but : empêcher à tout prix l'élargissement de la lutte aux autres secteurs, organiser par tous les moyens l'isolement du mouvement des cheminots, un isolement qui allait lui être fatal.

Ainsi, pendant que les syndicats "officiels", mis sur la touche par les cheminots, oeuvraient de l'extérieur à cet isolement -faisant reprendre le travail à la RATP et s'opposant à la mobilisation des ouvriers dans le reste du secteur public au moment où celle-ci aurait pu déboucher sur une réelle extension et unification du combat-, de leur côté, les trotskystes et syndicalistes de base, et LO en particulier, se chargeaient, de l'intérieur du mouvement des cheminots, d'enfermer celui-ci sur lui-même, d'y distiller activement le poison de l'idéolo-

gie corporatiste et de couper l'herbe sous le pied de toute initiative allant dans le sens de la prise en main de l'élargissement du mouvement. Dans les dépôts, dans les AG de base, ils n'ont cessé d'asséner l'idée que l'extension de la lutte aux autres secteurs risquait de "faire perdre le contrôle du mouvement des cheminots", de "noyer leurs revendications", autant d'arguments classiques des syndicats pour isoler et diviser les luttes, alors que c'est tout le contraire qui est vrai : isolé, enfermé dans son secteur, on ne peut qu'être défaits.

Ensuite, au sein de la "coordination inter-catégorielle d'Ivry", la pratique de LO a été de faire taire par tous les moyens toute voix posant la question de la solidarité et avec les autres secteurs de la classe ouvrière en France. Ainsi, dès la première réunion de cette coordination, les militants de LO, si prompts à critiquer le corporatisme de la coordination rivale de Paris-Nord, manipulée par la LCR et limitée aux seuls roulants, établissaient un solide service d'ordre à l'entrée, interdisant le passage à tout élément non cheminot, et, dignes des pratiques stalinienne classiques, expulsaient manu militari un ouvrier des PTT qui avait osé prendre la parole pour apporter son soutien à la lutte. Tout cela au nom de "il faut se protéger des provocateurs", "occupons-nous d'abord de l'extension au sein de la SNCF, pour les autres secteurs on verra plus tard..." (cf RI n°153).

Enfermant la lutte dans la corporation, LO a pu progressivement, à mesure que le mouvement ouvrier commençait à refluer, la dynamique à s'inverser, ouvrir la voie au retour en force de la gauche "officielle", CGT et CFDT. Aussi, après avoir phagocyté la coordination d'Ivry, LO s'est avérée le meilleur défenseur de la prétendue "représentativité des syndicats", déclarant par la bouche de son sous-fifre Vitry : " *on veut notre place à côté des syndicats dans les négociations* ", ce qui permit d'éviter que les ouvriers ne posent clairement la vraie question : "de quel droit les syndicats vont-ils négocier en notre nom?", ce qui permit de réintroduire l'idée que "sans les syndicats, on ne peut rien", crachant sur le plus grand acquis de la grève : le rejet actif de l'encadrement syndical.

Avec le recul, il est encore plus facile de comprendre l'intérêt touchant des médias à faire figurer au premier plan des projecteurs les Pérez de la LCR (ex-député CGT), et les Vitry (député CFDT malgré tout), ces braves syndicalistes apôtres de la "base" n'ont jamais dénoncé tout le sabotage classique des syndicats, au nom de la solidarité qui les unit à l'appareil de gauche. A chacun sa tâche : Pérez et Vitry tenaient les grévistes dans les locaux de la SNCF, et la CGT défilait dans la rue avec des banderoles réalisées avec des bombages de peintures pour faire plus nature à la place des banderoles toutes prêtes et trop bien faites des employés municipaux. La rue, principal vecteur de l'extension du mouvement aux autres secteurs et chômeurs, était ainsi rendue inoffensive, peu de cheminots et très peu d'ouvriers étant prêts à défilier aux ordres et aux conditions de la CGT.

Après avoir mené tout le sale travail qui fait qu'elle est un des premiers responsables de la défaite des cheminots, LO a eu beau jeu dans les semaines qui ont suivi la lutte, de se lancer dans de grands discours "pour l'extension" et de proclamer dans sa presse : *"la principale faiblesse des cheminots a été le corporatisme"* (plaquette de LO sur le bilan de la SNCF) : ils en ont été les principaux artisans !

Passée cette période agitée, LO ne ralentit pas son aide à la fraction de gauche de la bourgeoisie, bien que toujours dans cet esprit de surenchère typique : ainsi LO soutient sans fard le PS et sa campagne "anti-raciste" et la CGT dans son travail de division concernant les attaques contre la Sécurité sociale : "...cela dit, suivons les dans la rue le 15 et le 22 mars. Allons-y le plus nombreux possible ! Si le choix des revendications n'est ni neutre, ni superflu, ce qui compte aussi, en politique, c'est le nombre qu'on est". Ainsi parlait Napoléon à Waterloo, ainsi parlent les Arlette Laguiller, Krivine, Perez et autres Vitry, dès qu'il s'agit de défaire la lutte de classe.

Non contents de présenter les gens de la CGT comme bienveillants à l'égard de la lutte à la SNCF (LO n°971

et "Rouge" n°1238), peu regardants à faire passer les instituteurs du PC comme "combattifs" (LO n°982), les trotskystes se félicitent de la manifestation de sabotage de la riposte contre les attaques visant la Sécurité sociale, organisée par la seule CGT le 22 mars par un *"c'est tant mieux!"* .. Il doit être clair enfin qu'il faut juger et dénoncer les trotskystes comme les principaux défenseurs "à la base" de la bourgeoisie, par les illusions radicales qu'ils colportent sur nos ennemis :

"... Mais si, par leur politique, les Marchais et autres Juquin, même involontairement, même parce qu'ils ne pourraient pas l'empêcher, jouaient les apprentis sorciers et contribuaient à donner aux travailleurs le goût des manifestations de masse, le goût de la force et de la solidarité, il ne serait plus seulement question d'illusions électorales, ça deviendrait des espoirs dans les luttes, et ça ferait une sacrée différence". (LO n°982).

En dehors des luttes ouvertes, LO garante de la "vraie" gauche, c'est à dire des vrais illusionnistes contre le prolétariat, poursuit son dangereux travail de faux révolutionnaire. Par des campagnes d'affiches dénonçant le budget militaire, les attaques contre la Sécurité sociale, les profits décuplés à côté d'une misère croissante, LO s'efforce de séduire les ouvriers combattifs, tous ceux qui veulent "en finir avec l'exploitation" ; LO s'efforce de coller aux préoccupations et au dégoût des ouvriers face à l'austérité et à la répression, mais c'est pour leur donner comme seule perspective de se soumettre à nouveau à la "vraie gauche", au capitalisme tout court. Dans les moments importants de la lutte, on a vu à quoi mène le ton radical de LO : au sabotage de la lutte. Avec LO, on peut être sûr de ne pas en finir avec la soumission au capitalisme, puisque les trotskystes défendent toujours la soumission "renouvelée" !

Gieller

NOTES :

(1) RI 89, septembre 81

(2)cité in RI 137 octobre 85

Les 6, 7 et 8 juin, le COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL tiendra un stand à la FETE DE LUTTE OUVRIERE, ainsi que divers forums. Se renseigner pour les horaires de ceux-ci.

QUELQUES LIBRAIRIES

OU ON PEUT TROUVER

LA PRESSE DU C.C.I.

BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine

BREST : "Graphitis", place St Louis

DUNKERQUE : Maison de la Presse : 34, rue Poincaré

LILLE : "Libre Pensée" : 38, rue Jules Guesde

LYON : "La Gryphe" : 5, rue Sébastien Gryphe, LYON 7

MELUN : "La Porte Ouverte" : 19, Général de Gaulle

METZ : "Librairie Géronimo":31, rue du Pont des Morts

MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République

MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université

MONTROUGE : "La Boulangerie", 67, rue de Bagneux

NANTES : "Le Bateau Livre", rue Jean Jaurès

NICE : "Le Temps de Vivre", 50, bd de la Madeleine

ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance

PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis, rue d'Alésia, 75015

"Parallèles", 47, rue St Honoré (75008)

PAU : "L'Etincelle", 41, rue Maréchal Joffre

ROUEN : "L'Armitière", 5, rue Basnage

TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60, rue Bayard

FNAC, 1 bis, place Occitane

Centre Commercial Reynerie

"Print", rue des Arts

"Les Arcades", place du Capitole

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale ins-

tauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"auto-gestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie

sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.